

LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 259

MONTREAL, LE MARDI 7 NOVEMBRE 1995

75c + TPS + TVQ / Toronto 15

PERSPECTIVES

Les sages seront-ils sages?

Dans moins d'un mois, à la fin novembre, sera déposé le rapport du Comité du patrimoine, alias Comité des sages, chargé depuis le 2 mai de revoir la vocation des trois grandes institutions culturelles fédérales: Téléfilm, l'Office national du film et la Société Radio Canada. Dans la mesure où ledit comité puisse redéfinir quelque vocation que ce soit, tout en comprimant de la main gauche les fonds alloués aux mêmes organismes. L'Etat devrait chercher à récupérer sur trois ans au bas mot 400 millions à travers les trois organismes confondus. Frustrant exercice qui soulève quelques vents de panique dans son sillage.

Dans le milieu de l'audiovisuel, plusieurs craignent que la manœuvre du Comité des sages ne se résume à une guillotine budgétaire, au bout de laquelle sera sacré grand vainqueur le moins coupé des trois. «Radio Canada CBC, sans doute», estiment les observateurs. Champ d'intérêt obligé: Pierre Juneau, ancien président de la SRC et grand défenseur de la télé publique, nommé à la tête du Comité du patrimoine, cherchera sans doute à sauver ce Titanic en détresse avant les deux autres. L'ONF et Téléfilm semblent menacés. Le Comité puisera-t-il dans leurs goussets le manque à gagner de Radio Canada? Et les producteurs indépendants perdront-ils leur autonomie au transfert, loin du parapluie que leur offre Téléfilm?

En coulisse, on parle de 1,5 million d'ores et déjà englouti par le Comité du patrimoine dans cette enquête. Reste à espérer que ces fonds publics n'aboutiront pas comme ceux qui ont servi à financer tant de rapports précédents. — Secor inclus — sur une poussièreuse tablette.

Le rapport du Comité devait être remis en septembre; il a été repoussé de deux mois. Mais l'échéance de la fin novembre semble bien rapprochée du prochain budget fédéral. Trop peut-être pour pouvoir s'insérer intelligemment dans son exercice, du moins pour la prochaine année. Les conclusions du comité s'enchaîneront-elles dans des cases financières entièrement délimitées d'avance?

Chacune de ces institutions a fort à faire pour gérer ses propres compressions maison, rognant ici et là dans les infrastructures mais évitant de trop sabrer dans la production. Partout, l'appareil bureaucratique est lourd, l'argent public fuit par tous ses pores. Il y a encore du gras à retrancher.

N'empêche... dans les corridors des institutions et chez les organismes qui gravitent autour, on a peur qu'au-delà du gras, Pierre Juneau ne recommande de couper dans l'os. On se dit que sur le trio siégeant au

Puisera-t-on dans les goussets de l'ONF et de Téléfilm le manque à gagner de Radio Canada?

Comité du patrimoine, Peter Herndorf, le président de TV Ontario, a d'autres chats à fouetter avec Mike Harris par les temps qui courent, que Catherine Murray qui travaille à l'Université Simon Fraser de Vancouver se tient loin de l'épicentre de Toronto et ne possède aucune racine en production audiovisuelle; que la seule personne ayant le temps de s'occuper de l'affaire est la tête du triangle, Pierre Juneau lui-même, à la retraite, libre comme l'air, unique vedette de ce *one man show*... et «radio canadien» impénitent.

Dans un scénario de départ, il aurait été envisagé d'envoyer le fonds cinéma de Téléfilm à l'ONF, son fonds télévision à Radio-Canada, et de mettre la clé sous la porte de Téléfilm. Scénario revu. Les trois organismes devraient survivre. Mais la production cinéma tant à l'ONF qu'à Téléfilm semble particulièrement menacée. Si cher, si peu rentable, le septième art. Il y a des liens à resserrer entre l'ONF et Radio Canada pour la diffusion des films, et des politiques à revoir. Mais quelle part aura le film d'auteur dans ces approches comptables?

La SRC a du mal de son côté à justifier sa vocation publique avec son lot d'émissions de divertissements commerciales et populaires, qui entrent en concurrence avec celles des chaînes privées.

On concentrera sans doute le réseau d'Etat sur une production culturelle, en envoyant réaliser ses programmes à l'extérieur, en coupant dans ses infrastructures techniques onéreuses. Monsieur Juneau s'est souvent dit inquiet du fait qu'un service public comme la SRC dépende des revenus publicitaires dans une large mesure. Mais allez sacrifier un robinet de rétribution quand les fonds manquent... Reste à espérer que le Comité ne se contentera pas de retrancher ici pour ajouter là, mais trouvera le moyen de promouvoir de nouvelles formes de financement, d'apporter des solutions originales, sans jeter le bébé de la production d'Etat avec l'eau du bain et sans décapiter la production indépendante.

Au-delà d'un certain pourcentage de compressions, on tue les projets et toute initiative. Depuis trois ans, la gestion de compressions est une activité à temps plein dans ces institutions. Quelle vision de société peut émerger d'un tel alignement de soustractions? Stimuler le moral des troupes, ouvrir une porte sur un engagement d'avenir devraient faire partie des recommandations, en ces tristes lendemains référendaires où la culture se cherche une vocation.

Quelles que soient les conclusions du Comité, si l'une ou l'autre des institutions voit son intégrité vraiment menacée, le ministre du Patrimoine Michel Dupuy sera-t-il assez fort pour monter aux barricades devant Jean Chrétien? Osons quelques doutes... Il y a de l'angoisse dans l'air.

INDEX	MÉTÉO
AgendaB6	Montréal Nuageux. Pluie intermittente débutant le matin. Max: 6
Avis publicsB5	Québec Neige fondante mêlée de pluie débutant en mi-journée. Max: 4
ClasséesB6	Détails en B 6
CultureB8	
ÉconomieB2	
ÉditorialA6	
Le mondeA5	
Mots croisésB6	
Les sportsB5	

LE MONDE

Chevardnadze remporte les élections géorgiennes

PAGE A 5



L'ÉCONOMIE

Jimmy Hoffa Jr hante le président des Teamsters

PAGE B 2



CULTURE

La formule Lepage a-t-elle fait son temps?

PAGE B 8

Trudeau accuse Lucien Bouchard d'avoir menti aux Québécois

La décentralisation constitue, selon lui, une menace pire que le séparatisme

JEAN DION

DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le camp du OUI a failli arracher la victoire au référendum du 30 octobre parce qu'il a choisi de poser une question tendancieuse, mais aussi parce que Lucien Bouchard a allégrement «falsifié l'histoire» et passé sa campagne à mentir aux Québécois, affirme Pierre Elliott Trudeau.

Du même coup, l'ancien premier ministre du Canada

reproche aux leaders fédéralistes de ne pas avoir déployé les efforts suffisants pour contrer le message en trompe-l'œil des souverainistes.

Brisant le silence auquel les dirigeants du NON l'ont incité avant le scrutin — «la stratégie ne prévoyait pas qu'on m'invite à participer» aussi intensément qu'il aurait pu le souhaiter, et «je me suis retenu» —, M. Trudeau a relancé hier, avec son franc-parler coutumier, la polémique entourant les suites à donner au verdict partagé du Québec. Il a dénoncé énergiquement le chef du Bloc

québécois et a prévenu que, s'ils sont entendus, les appels à la décentralisation en provenance de plusieurs provinces menaceront de provoquer l'éclatement du Canada.

L'ex-chef libéral, maintenant âgé de 76 ans, était de passage à Ottawa pour lancer un livre sur la politique étrangère canadienne dont il est le coauteur, *The Canadian Way*, mais il n'a pas tardé à prendre de front la brû-

VOIR PAGE A 8: TRUDEAU

«Shalom»



PHOTOS AP, REUTERS

Les leaders politiques du monde entier ont rendu hier un dernier hommage au premier ministre israélien Yitzhak Rabin, assassiné samedi par un extrémiste juif. Le président français Jacques Chirac, le premier ministre britannique John Major, le Prince Charles et le chancelier allemand Helmut Kohl ont notamment assisté aux funérailles. Plusieurs d'entre eux n'ont pu contenir leur émotion lorsque Noa Ben-Artzi (à gauche), la petite-fille de Rabin, lui a exprimé ses adieux. Au cimetière du mont Herzl, le premier ministre par intérim, Shimon Peres, a déposé une couronne sur la tombe de M. Rabin.

Pour l'unité et la réconciliation

Le sacrifice d'un homme pour la paix peut-il aider à changer le rapport des forces entre les différents partis israéliens?

Monarques, chefs d'Etat et de gouvernement du monde entier se sont joints aux Israéliens, hier, pour une prière silencieuse au cimetière de Jérusalem-Ouest où Yitzhak Rabin a ensuite été inhumé auprès des grandes figures de l'Etat hébreu. Pendant toute la journée près d'un million d'Israéliens étaient allés s'incliner à la Knesset devant le «soldat de la paix» assassiné samedi soir. Nos informations en page A 5.

PATRICE CLAUDE
LE MONDE

Jérusalem — L'assassinat de Yitzhak Rabin ne changera pas la politique d'Israël au Proche-Orient. «Il n'y a rien d'autre à faire», affirme Shimon Peres, chef du gouvernement de transition, mis en place samedi 4 novembre dans la soirée, que de continuer dans la voie tracée par un grand chef disparu.

Le ministre des Affaires étrangères, qui conserve, jusqu'à nouvel ordre, toutes ses fonctions à la tête de la diplomatie, devrait être confirmé à son nouveau poste de premier mi-

nistre par un vote de la Knesset, qui pourrait intervenir dans une dizaine de jours.

Théoriquement, un gouvernement de transition peut servir la nation aussi longtemps que nécessaire: il n'y a pas de limite constitutionnelle. Mais, face à l'inquiétude qui se fait jour dans un pays unanimement choqué par le premier assassinat politique d'envergure jamais perpétré en Israël, Ezer Weizman, le chef de l'Etat, et M. Peres ont décidé de formaliser la succession aussi vite que possible.

La tâche leur a été grandement facilitée par

VOIR PAGE A 8: PAIX

La décentralisation ne suffira pas, dit Bélanger

La décentralisation des pouvoirs ne sera pas suffisante pour régler la question du Québec a prévenu hier le président du comité du NON, Michel Bélanger, lors d'une allocution devant le Canadian Club de Toronto. Selon lui, les politiciens du Canada anglais devront aussi s'attaquer aux sources constitutionnelles du problème, soit le rapatriement unilatéral de la Constitution, en 1982. «Si vous offrez simplement un nouvel équilibre dans les relations fédérales-provinciales, c'est certes très important, mais ce n'est pas suffisant pour faire disparaître l'insatisfaction du Québec».

— Nos informations en page A 4.



Michel Bélanger

Montréal réclame 50 millions à Québec

La Ville évalue à 200 millions les iniquités fiscales subies par les Montréalais

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Pour enrayer ses problèmes financiers, la Ville de Montréal réclame du gouvernement du Québec un pacte fiscal de 50 millions de dollars valable pour les deux prochaines années.

Le vice-président du comité exécutif de la Ville et responsable des finances publiques, Sammy Forcillo, a formulé cette demande bien qu'il évalue à près de 200 millions de dollars les iniquités fiscales subies par les Montréalais et ce, sans compter les doubles factures qu'ils paient entre autres pour les services spécialisés de la police et le transport écolier. «On connaît la situation financière du gouvernement, explique-t-il. Et nous, on considère que ce serait suffisant dans la mesure où ce serait récurrent pour 1996 et 1997.»

A lui seul, le statut de métropole que cherche à obtenir Montréal équivaudrait à un débours d'au moins 36 millions de la part du gouvernement. A ce chapitre, l'administration Bourque compare Montréal à la capitale qui reçoit une subvention annuelle indexée de 6 millions. Puisque Montréal a un budget et une population six fois plus importants, la Ville veut une aide proportionnelle.

S'ajoutent entre autres à cet élément, l'abolition du

VOIR PAGE A 8: PACTE

Un dernier sursis pour les contribuables de la CUM

La Communauté urbaine de Montréal met en application la dernière tranche de son plan triennal en présentant un scénario budgétaire à la baisse pour 1996. Les contribuables des 29 municipalités de la CUM bénéficieront donc d'un troisième et dernier sursis avec un budget qui passe de 1,142 à 1,131 milliard, soit une baisse de 1%. Pour l'avenir, on espère qu'avec la collaboration du gouvernement du Québec on pourra obtenir d'autres sources de revenus et ainsi éviter d'imposer de nouvelles taxes aux citoyens. Le service de police encaisse 66% des coupes prévues pour 1996.

— Nos informations en page A 3.



Vera Danyluk

• LES ACTUALITÉS •

Incident au 24 Sussex

La GRC fait son mea-culpa

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — La GRC a admis hier matin qu'elle a failli à sa tâche sur toute la ligne en étant incapable d'assurer la sécurité du premier ministre Jean Chrétien et de son épouse Aline dans la nuit de samedi à dimanche lorsqu'un individu armé d'un couteau a pénétré à l'intérieur du 24 promenade Sussex, à Ottawa.

Une enquête interne a été ouverte, a indiqué le commissaire de la GRC, Phil Murray, dans le but de faire la lumière sur ce qui s'est passé et de réviser de fond en comble les procédures de sécurité à la résidence du premier ministre.

Entre-temps, la sécurité a été renforcée sur les lieux. Toutefois, il n'est pas question pour le moment de suspendre les agents de la GRC qui se trouvaient en poste quand l'incident est survenu. Le dispositif de la GRC s'est avéré inopérant à tous les niveaux, a admis M. Murray. C'est ainsi, a rapporté le commissaire, que l'individu a réussi à escalader vers 2h23 les grilles du terrain sans que sa présence ne soit repérée. Il a cassé un carreau de la résidence pour y entrer sans qu'aucun système d'alarme ne se déclenche.

Une fois à l'intérieur, il a réussi à se rendre sans encombre jusqu'à la chambre à coucher du premier mi-



Le commissaire de la GRC, Phil Murray

nistre. C'est Mme Chrétien qui s'est rendu compte de sa présence en entendant du bruit dans la maison vers 2h45. Elle est sortie de la chambre pour tomber face à face avec un individu muni d'un couteau à cran d'arrêt. Elle s'est réfugiée aussitôt dans la chambre, a verrouillé les portes puis elle a appelée la GRC vers 3h, qui a mis de 6 à 7 minutes pour intervenir.

Et à Québec ?

L'incident du 24 promenade Sussex a fait réfléchir le service de la sécurité de la Sûreté du Québec affecté à la surveillance des Parizeau au 1080 des Braves. Interrogés, hier, les agents responsables de la sécurité des personnalités politiques au Québec ont refusé, «pour des raisons évidentes de sécurité», de préciser qu'elles étaient les mesures prises pour éviter qu'un incident semblable ne se produise dans la Vieille Capitale.

Contrairement au 24 Sussex à Ottawa, où la résidence des premiers ministres est construite au sommet d'une falaise surplombant la rivière des Outaouais et est entourée d'une haute clôture, celle des Parizeau-Lapointe est située dans un secteur résidentiel normal et ne jouit pas de protection particulière. Pour l'instant à la SQ, on est convaincu que les personnalités politiques québécoises jouissent d'une protection adéquate.

Limiter les soins de fin de vie aux patients ?

La curatrice publique s'insurge contre la proposition de l'AHQ

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

La curatrice publique du Québec s'inquiète de ce que les hôpitaux songent à régler leurs problèmes budgétaires en tenant compte de l'espérance de vie des patients pour dispenser des soins.

La curatrice publique, Nicole Fontaine, a jugé hier «totalement inacceptable» la proposition émise vendredi dernier par l'Association des hôpitaux du Québec (AHQ) de s'interroger sur la quantité de soins donnés à des personnes dont l'espérance de vie est limitée. Tout cela, afin de faire face à la prochaine vague de compressions budgétaires.

«C'est complètement contraire à la Charte des droits de la personne qui dit qu'il ne doit pas y avoir de discrimination entre certaines classes de personnes. On ne peut pas faire ça», a insisté Mme Fontaine.

La curatrice publique a sous sa responsabilité quelque 13 000 personnes inaptes à travers la province, dont la très grande majorité vivent dans des établissements du réseau de la santé. Or, un grand nombre de ces personnes sont des femmes âgées de plus de 80 ans et pas moins de 1000 de ces personnes inaptes décèdent chaque année.

«Les soins de fin de vie, ça nous touche drôlement. On doit faire en sorte que ces personnes démunies reçoivent les soins appropriés», a ajouté Mme Fontaine.

À l'occasion d'une réunion des directeurs d'établissements,

le directeur de l'AHQ a fait valoir que la moitié du budget des hôpitaux était consacrée à des soins donnés à des personnes qui décéderont dans les six mois. «Aurons-nous les moyens de continuer à offrir des services extrêmement coûteux à des personnes très malades, dont l'espérance de vie est très limitée?», a soulevé le président de l'AHQ, Jacques A. Nadeau.

La Fondation québécoise du cancer se montre également outrée de la position de l'Association des hôpitaux

Pour Mme Fontaine, pareil débat est prématuré. Les hôpitaux devraient plutôt se préoccuper de mieux renseigner les patients et leurs familles sur l'efficacité de certains traitements et sur les volontés de fin de vie des patients. Bien des hôpitaux ne s'inquiètent pas de faire remplir des formulaires sur les intentions de fin de vie aux malades quand ces derniers sont encore lucides, précise la curatrice.

De la même façon, la Fondation québécoise du cancer se montre outrée de cette position de l'AHQ. «Nous nous sommes dotés d'un système de santé humain basé sur des convictions profondes en rendant accessibles les soins de la naissance jusqu'à la mort, nous devons l'assumer pour la dignité des patients et atténuer leur souffrance», selon le Dr. Pierre Audet-Lapointe, président-fondateur de cette Fondation.

Ce dernier a rappelé que le cancer touchera un Québécois sur trois au cours de sa vie. En dépit du contexte budgétaire difficile, bien des choses restent à faire avant de sabrer des pans entiers de notre système de santé, croit-il.

E N B R E F

STCUM: LA HAUSSE DES TARIFS EST CONTESTÉE

(PC) — La hausse des tarifs prévue en janvier à la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM) provoque une levée de boucliers. Une coalition formée notamment de Transport 2000, d'associations de consommateurs et de regroupements d'aveugles a dénoncé hier la hausse tout en demandant aux villes de la CUM de maintenir leur part de financement au transport en commun. La Coalition rappelle que 34 % de la population de la CUM n'a pas d'automobile. La hausse de 1,00 \$ pour la carte mensuelle et de 0,10 \$ pour le passage unique doit être entérinée le 15 novembre par le conseil de la CUM. La coalition se tourne également vers le gouvernement du Québec pour qu'il pose comme condition à la conclusion du pacte fiscal avec les municipalités, le maintien des contributions au transport en commun.

LE PROCÈS MATHIEU SERA REPRIS

Ottawa (d'après PC) — La Cour d'appel de la cour martiale a annulé l'acquiescement de l'ancien commandant du Régiment aéroporté canadien et ordonné la tenue d'un nouveau procès après avoir conclu qu'il s'était produit des erreurs juridiques dans le premier. Carol Mathieu, qui était lieutenant-colonel à l'époque et qui est aujourd'hui à la retraite, a commandé le régiment au cours de sa mission controversée au service des Nations unies en Somalie en 1992-93. En 1994, il avait été déclaré non coupable à l'accusation de négligence dans l'exécution de son devoir. Le ministre de la Défense David Collenette a fait savoir qu'il consulterait les avocats du ministère. «Je ne voudrais pas me lancer dans des spéculations au sujet de quoi que ce soit jusqu'à que je me sois entretenu avec le juge.» Trois juges de la Cour d'appel, qui se sont prononcés à l'unanimité, ont expliqué que le juge avait commis deux erreurs graves au cours du procès de M. Mathieu. La première portait sur la définition de négligence; la deuxième sur l'exclusion de certaines preuves. M. Mathieu avait été accusé après qu'il eut changé les règles d'engagement pour permettre à ses soldats de tirer sur les voleurs et les pilliers.

COMPRESSIONS À L'AGENCE NTR

(d'après PC) — Des compressions majeures de personnel ont été annoncées hier aux employés de l'Agence NTR, la branche radio de la Presse canadienne. Huit des 18 employés permanents seront remerciés de leurs services à compter du 1^{er} janvier 1996. Trois de ces employés se retrouveront au service français de la Presse canadienne, entraînant la mise à pied de trois employés permanents de ce service. Par ailleurs, le travail à temps partiel est en voie de réduction et sera éliminé d'ici la fin de l'année. La direction invoque un manque à gagner important pour justifier sa décision. «NTR avait espéré une croissance substantielle de revenus après être devenue la seule agence de presse privée de langue française au Québec, a expliqué le vice-président des services de langue française de la Presse canadienne, Denis Tremblay. Toutefois, cette croissance ne s'est pas produite alors que des stations ont fermé et que des groupes de stations ont formé des alliances, puis ont laissé tomber NTR pour réduire leurs coûts».

PROLONGATION
JUSQU'AU 10 NOVEMBRE

LES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA

6 3/4 %

la 3^e année

6 %

la 2^e année

5 1/4 %

la 1^{re} année

Le seul
placement
où vous êtes
3 fois gagnant!

1. Vous obtenez des taux minimums garantis pour 3 ans qui atteindront 6 3/4 % la troisième année.
2. Ces taux seront ajustés à la hausse si les conditions du marché varient; votre investissement sera donc toujours concurrentiel.
3. Vos obligations sont encaissables en tout temps; votre argent est donc toujours à votre disposition.

Les Obligations d'épargne du Canada sont en vente à votre institution financière.

Service de renseignements OEC :
Numéro sans frais 1 800 575-5151

Achetez les vôtres dès aujourd'hui!

Canada

LE DEVOIR

MONTREAL

Bijouterie
GAMBARD
Vente et service technique
630-A, rue Cathcart, Montréal, centre-ville
866-3876
BIJOUTIER AUTORISÉ ROLEX

Troisième baisse consécutive du budget de la CUM

La police encaissera des compressions de 8 millions

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

La Communauté urbaine de Montréal (CUM) met en application la dernière tranche de son plan triennal d'entreprise en présentant un scénario budgétaire à la baisse pour 1996 qui pourrait s'avérer la dernière année de maintien de la qualité des services actuels.

Mais pour l'heure, la présidente du comité exécutif de la CUM, Vera Danyluk se montre rassurante: les contribuables des 29 municipalités de la CUM bénéficient d'une troisième année de sursis quant à leur fardeau fiscal avec un budget qui passe de 1,142 à 1,131 milliard de dollars, soit une baisse de 1%. «Personne ne va souffrir. Les compressions ont été faites avec le souci d'offrir aux citoyens le même niveau et la même qualité de services, soutient Mme Danyluk. (...) Pour 1997 et 1998, nous allons avoir des défis énormes à relever puisqu'il y a de moins en moins de gras à couper. On espère qu'avec la collaboration du gouvernement du Québec, on pourra obtenir d'autres sources de revenus sans imposer de nouvelles taxes aux contribuables.»

D'ici là, les municipalités de l'île de Montréal verront leur quote-part diminuer de 1% comme il avait été déterminé en juin dernier. Les documents remis lors de la présentation publique d'hier, loin de la sobre conférence de presse des années passées, n'indiquent toutefois pas la répartition de cette baisse pour chacune des villes.

Ce qui ressort clairement toutefois, ce sont les compressions. Le couperet tombe principalement dans le budget du service de police qui encaisse les deux tiers des compressions, soit 8 millions. Mais selon le directeur Jacques Duchesneau, les citoyens ne sentiront aucune répercussion malgré le fait qu'il y aura 200 policiers de moins sur le terrain. «La journée où je sentirai que la sécurité des gens pourrait être mise en péril, j'interviendrai», souligne M. Duchesneau. Nous allons faire les choses différemment. Nous allons assouplir notamment la rédaction de rapports. L'exemple le plus limpide, c'est le tra-

vail que nous faisons actuellement dans le dossier des motards criminalisés. Faire différemment, c'est s'associer avec d'autres services de police.»

La Société de transport de la CUM constitue l'autre poste budgétaire le plus durement touché. Le budget passe à 336 millions, soit une baisse de 3 millions.

Dans cette foulée d'austérité, Mme Danyluk se défend bien de vouloir démanteler la CUM comme l'évoquait l'an dernier certains élus, dont le président de la Conférence des maires de la banlieue de l'île et maire de Westmount, Peter Trent. Selon Mme Danyluk, la Communauté urbaine de Montréal nourrit l'ambition de devenir une agence de services qui pourrait desservir des municipalités au-delà de son territoire actuel. «Ce n'est pas vers le démantèlement que nous allons. Au contraire. Le défi que j'ai et que partagent les élus et les employés de la CUM, c'est de faire la preuve que nous sommes une entreprise de services qui est très efficace. Si le gouvernement a l'intention de faire ce qu'il dit qu'il veut faire depuis plusieurs années, soit de créer une agence métropolitaine, la CUM pourra devenir un modèle et offrir ses services au-delà des frontières de l'île de Montréal. C'est ça le défi d'avenir pour la CUM», a-t-elle expliqué.

En outre, Mme Danyluk exhorte le gouvernement à réviser la loi sur la fiscalité municipale puisqu'entre-temps, la CUM diminue les moyens mis à la disposition du service de l'évaluation (le nerf de la guerre, dit-elle) pour établir entre autres le rôle à partir duquel seront fixés les taux de taxation municipale. A cela, le président de la Commission de l'administration et des finances et maire de Saint-Léonard, Frank Zampino, ajoute que le gel du rôle d'évaluation demandé à Québec vise à «faire échec à l'industrie de la contestation — la seule qui doit être en croissance à Montréal, selon lui — et assurer une stabilité fiscale pour l'ensemble des contribuables de l'île de Montréal.»

Pour les années 1992 à 1994, les contestations (95% provenant du secteur non résidentiel) ont totalisé 225 millions de dollars de remboursement pour les villes.

Coopération internationale

Cent bonnes raisons d'aider Oxfam-Québec

CLÉMENT TRUDEL
LE DEVOIR

Près de 450 enfants de la rue de Managua (Nicaragua) sont en voie de réintégrer le réseau scolaire grâce à un programme soutenu par Oxfam-Québec qui, dans la province somalienne d'Hiraan aide à creuser 22 puits et à en réhabiliter 39 autres.

Il faut aussi faire redémarrer l'agriculture et reconstruire des maisons dans une partie du Rwanda rural.

Voilà pourquoi Oxfam-Québec sollicite la solidarité des «nantis» que nous sommes. Pour plus de 100 projets en cours, on entend recueillir au moins 900 000 \$. La campagne de l'an dernier avait atteint 931 000 \$.

Hier, dans la salle des pas perdus de la Place des Arts, le lancement de cette campagne se faisait au son du piano de Lorraine Desmarais et de tambours qui firent s'attarder plusieurs passants intrigués par des affiches invitant à «changer le monde», tandis que la chanteuse Sylvie Tremblay y allait d'un Noël inspiré par les enfants «crucifiés de l'autre côté de l'abondance». Le comédien Guy Provost invitait pour sa part les Québécois à rallumer une lueur d'espoir dans une «humanité meilleure».

Oxfam-Québec bénéficie ces jours-ci de temps d'antenne que les publicitaires de FOUQ et le studio Jet Films, entre autres, meublent de flashes «qui n'ont presque rien coûté» mais qui jouent, en somme, sur le scepticisme qui peut assaillir des citoyens sollicités de toutes parts: «Pourquoi j'aiderais Oxfam-Québec?»

La réponse peut venir d'un vétérinaire-biologiste, Guy-Alexandre Banville, qui s'approprie à retourner au Rwanda: les choses changent, car là-bas «les enfants recommencent à jouer», fait-il en exhibant un ballon artisanal fait de sacs de plastique et de papier séché. Ou de l'émotion et du sentiment de révolte d'un Guy Provost devant des enfants acculés à

survivre, soit par le vol, soit par la prostitution; enfants qu'il s'agit d'apprivoiser tout en leur fournissant des raisons d'espérer, ce à quoi s'emploient d'ailleurs nombre de coopérateurs volontaires s'expatriant — sans salaire, ils touchent une allocation minimale — pour mieux agir auprès d'une «société civile» souvent embryonnaire.

Près de 1,3 milliard d'humains n'ont pas accès à l'eau potable, rappelle le Dr Alain Poirier qui s'est fait connaître par son animation d'émissions télévisées sur la santé. Un autre médecin, Réjean Thomas, chargé du dossier humanitaire par l'actuel gouvernement québécois, signale le pas important franchi par le Québec du fait de la création récente d'un Secrétariat à l'action humanitaire internationale; le Dr Thomas tient à marquer son admiration pour le travail d'organismes non gouvernementaux (ONG) comme Oxfam et pour l'ensemble des Québécois «sensibles à toutes les questions de solidarité internationale».

La campagne d'Oxfam-Québec a débuté avec l'appui du maire de Montréal, Pierre Bourque, représenté hier par la conseillère Michelle Daines, et en présence du président de la CSN, Gérard Larose. Le directeur général Pierre Véronneau a fait mention de l'apport important de

l'ACDI (plus de 5 millions de dollars) aux activités d'Oxfam-Québec. Le député Martin Cauchon (Outremont) aux Communes, au nom du ministre canadien des Affaires étrangères, André Ouellet, s'est d'ailleurs félicité de l'originalité de la méthode d'Oxfam pour mobiliser la population «en faveur des plus défavorisés». Les partenaires d'Oxfam-Québec se trouvent dans 21 pays. Pour le dernier exercice, ce sont des pays comme le Rwanda, le Cameroun, la Tunisie et le Bénin qui bénéficiaient des projets les plus importants, l'Afrique comptant pour environ deux tiers des sommes gérées par cet organisme.

Déjà...



PHOTO JACQUES NADEAU

LE MOIS de novembre débute à peine et, pourtant, l'ambiance du temps des fêtes commence à se faire sentir. Le samedi 18 novembre, les enfants pourront d'ailleurs entraîner leurs parents vers la rue Sainte-Catherine pour assister au grand défilé du père Noël au centre-ville. Aux ateliers du Cirque du soleil, on met justement la dernière touche à l'un des dix chars allégoriques qui participeront à la parade.

Vieux-Montréal

Lendemain d'incendie

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

Les enquêteurs poursuivaient hier leur travail pour découvrir l'origine de l'incendie qui a complètement détruit samedi deux immeubles désaffectés du Vieux-Montréal, causant aussi des dommages importants au quartier général de la police de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) et à la Cour municipale.

Au cours de l'incendie de samedi, les flammes se sont attaquées à plusieurs reprises à l'édifice qui abrite le QG de la police et la Cour municipale, au 750 rue Bonsecours. Les pompiers ont dû briser des fenêtres, défoncer des murs et arracher le plafond à certains endroits pour s'assurer que le feu ne se propage dans les bureaux fraîchement rénovés.

Le centre d'urgence 911 de la CUM ainsi que quelques autres services policiers ont dû être temporairement relocalisés. Les préposés du 911 ne peuvent plus compter sur le système informatique et ont dû ache-

miner les appels manuellement. Le SPCUM conseille aux citoyens de recourir au 911 seulement en cas d'urgence immédiate et de se référer aux différents postes de police sur le territoire de la CUM dans les autres cas.

A la Cour municipale, les activités judiciaires devraient reprendre normalement jeudi. D'ici là, ces activités se poursuivront de façon réduite. La Cour a été fermée hier vers 11h et les quelque 150 personnes qui y travaillent ont été renvoyées chez elles en raison des odeurs de fumée incommodes. Aucun dossier n'a cependant été détruit ou perdu dans l'incendie. «C'est peut-être un peu malheureux pour les gens qui auraient voulu qu'on en perde», a lancé Alphonse Pelletier, greffier de la Cour municipale.

Les enquêteurs tentent toujours d'établir l'origine du sinistre. Certaines sources montrent du doigt de jeunes délinquants qui se rassemblaient dans les édifices désaffectés qui ont réduits en cendre.

Pas ce qu'il y a de plus sexy...



mais deux sous-vêtements suffiront pour vos voyages aux quatre coins du monde!

LES SOUS-VÊTEMENTS DE VOYAGE TILLEY: ils se lavent en un clin d'oeil, séchent rapidement et résistent aux taches; ils sont confortables et n'irritent ni ne serrent jamais; ils sont confectionnés de tissu léger et durable qui absorbe la transpiration. Blanc. Dames de TP à TTTG 17 \$. Hommes de P à TTTG 19 \$ (pas de braguette — une poche secrète). Satisfaction garantie — comme le chapeau Tilley — ou argent remis.

Vous l'avez voulu!

Caleçon pour hommes avec braguette, 19\$.

Tilley Endurables
158, ave. Laurier Ouest
Montréal 272-7791

POUR PASSER UNE COMMANDE OU POUR DEMANDER UN CATALOGUE GRATUIT COMPOSEZ LE: 1-800-465-4249

CLUB 402 HOMME



Liquidation de manteaux importés d'Italie

• 100% laine

• Cashemire & laine

régulier 895\$
SOLDÉ 399\$

1118, rue Ste-Catherine O.
2e étage, Montréal
Tél.: (514) 861-3636

Le 9 novembre 1995 de 8 h à 10 h
au local D-R200
du pavillon Athanase-David de l'UQAM
1430, rue Saint-Denis

Les beaux-judis

Petit déjeuner-causerie

L'université à repenser

La pédagogie universitaire
entre l'adaptation et le dépassement

Jan Palkiewicz

Professeur-chercheur

Département des sciences de l'éducation
de l'UQAM

R.S.V.P.: 987-3031



Université du Québec à Montréal

POUR LES YEUX & LE COEUR



DIAMANTS EXCEPTIONNELS sélectionnés par nos GEMMOLOGISTS AGREES (A.G.S.)

KAUFMANN de SUISSE

BILLOUX ET MONTRES - DEPUIS 1914

2195 Crescent, MONTRÉAL, H3G 2G1 (514) 848-0595
À PALM BEACH, FL. 210 Worth Ave.

LE DEVOIR POLITIQUE

EN BREF

MISE EN DEMEURE DE LA SVP À SHEILA COPPS

(Le Devoir) — Le président de la Société pour vaincre la pollution (SVP), Daniel Green, a formellement mis en demeure hier la ministre fédérale de l'Environnement, Sheila Copps, de se rétracter après avoir déclaré à différents médias d'information que l'écologiste bien connu voulait obtenir personnellement une somme d'argent en échange de l'abandon des poursuites dans le dossier de l'Irving Whale. Le procureur de M. Green, Me George J. Pollack, a demandé à la ministre de se rétracter publiquement et de s'excuser par écrit auprès de son client. La mise en demeure ne précise pas cependant si des poursuites seront intentées à défaut de rétractation. Selon le texte de la mise en demeure, les propos de la ministre Copps sont «faux, diffamatoires et susceptibles de porter atteinte à la réputation de M. Green et de miner la crédibilité des procédures intentées par la SVP devant la Cour fédérale en rapport avec l'Irving Whale. M. Green n'a jamais déclaré, suggéré ou fait quoi que ce soit qui ait pu, ainsi qu'à tout autre officier gouvernemental, vous porter à croire qu'il pourrait amener la SVP à retirer ses poursuites en échange de sommes qui lui seraient versées personnellement.»

INFOROUTE: LOUISE BEAUDOIN VEUT ÊTRE CONSULTÉE

Québec (PC) — Le gouvernement canadien doit consulter celui du Québec avant l'élaboration de toute politique concernant les télécommunications, en particulier l'autoroute de l'information et la télévision par satellite, de manière à tenir compte de la langue et de la culture françaises québécoises. C'est l'avertissement qu'a lancé hier, la ministre de la Culture et des Communications, Louise Beaudoin, aux autorités canadiennes. Mme Beaudoin a critiqué le comité consultatif Johnston et ses conclusions qui favorisent une politique de l'autoroute de l'information basée sur la réalité canadienne, le bilinguisme, et banalisent en même temps le Québec, selon la ministre. Elle a rappelé la forte identité culturelle du Québec et la vitalité de ses entreprises culturelles, qui produisent beaucoup d'œuvres tant au Québec que sur la scène internationale. Mme Beaudoin a expliqué que le Canada anglais demeure beaucoup plus exposé aux menaces de la culture américaine que cela peut être le cas au Québec. «On n'a qu'à penser que les dix émissions de télévision les plus écoutées au Québec sont produites ici alors que les dix émissions les plus populaires au Canada anglais viennent des États-Unis.»

THÉRIEN TOUJOURS EN PROCÈS

Laval (PC) — Huit des dix témoins venus dire précédemment en Cour du Québec qu'ils avaient voté dans Bertrand lors de l'élection de septembre 1994 parce qu'ils se croyaient dans leur bon droit, ont révisé leur position pour le référendum, a-t-il été possible d'apprendre, hier, dans le cadre du procès pour fraude électorale du député libéral Robert Thérien. Selon l'enquêteur Fernand Deschamps, du Bureau du directeur général des élections du Québec, aucune des dix personnes en question ne s'est inscrite dans Bertrand lors du recensement en vue de la tenue du référendum du 30 octobre dernier. Ces informations fournies par M. Deschamps n'ont pu être livrées au tribunal de trois juges de la Cour du Québec, hier, l'avocat de M. Thérien exigeant que l'enquêteur fournisse une preuve écrite de la véracité de ses recherches. Cela se fera d'ici quelques semaines. Aux élections du 12 septembre 1994, M. Thérien avait obtenu seulement 146 votes de plus que la candidate du Parti québécois, Monique Simard. La candidate défaite soutient qu'environ 800 personnes ont voté illégalement dans Bertrand, où ils avaient une résidence secondaire.

WELLS VEUT UN SOMMET SUR LES DEMANDES DU QUÉBEC

Saint-Jean, T.-N. (PC) — Les premiers ministres provinciaux pourraient bientôt se rencontrer à l'occasion d'un sommet portant sur les demandes du Québec. Le premier ministre de Terre-Neuve, Clyde Wells, a indiqué hier avoir lancé cette invitation à tous ses homologues provinciaux, dont Jacques Parizeau. Il a confié que M. Parizeau «n'a fait connaître sa position du moment. D'ici à ce que je lui parle, de même qu'aux autres, je considère que je n'ai pas à en parler». M. Wells a refusé de commenter de quelque façon les échanges qu'il a eus avec les autres premiers ministres, mais a déclaré qu'il entendait leur faire parvenir une lettre. Depuis quelque temps, les premiers ministres de l'Ouest exigent la tenue d'une réunion des premiers ministres et des leaders des territoires avant la tenue de quelque rencontre avec le premier ministre Jean Chrétien.

L'ADQ PREND SES DISTANCES VIS-À-VIS DE MANNING

Québec (d'après PC) — Le cabinet du chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, a pris connaissance avec surprise, dimanche, d'une nouvelle voulant que le Reform party songe à un rapprochement avec l'ADQ afin d'effectuer une percée au Québec. «Nous n'avons eu aucun contact formel avec le Reform party, de commenter Marie-France Béliveau, porte-parole de M. Dumont. On n'a jamais entendu parler de ça et ce n'est pas du tout une demande de nos membres.» Le chef du Reform party, Preston Manning, disait récemment vouloir rencontrer les leaders politiques du Québec, dont le chef de l'ADQ, d'ici deux mois. Il se disait particulièrement intéressé par le jeune parti puisque son chef, au lendemain du référendum, déclarait qu'il fallait examiner les offres constitutionnelles en provenance d'Ottawa. «Je ne pense pas qu'on soit tout à fait sur la même longueur d'ondes au plan constitutionnel», lance Mme Béliveau.

POSTES CANADA SOUS EXAMEN

Ottawa (d'après PC) — Un consultant en matière de politiques lié au parti libéral du Canada (PLC) a été officiellement nommé hier à la tête du comité qui aura pour tâche d'examiner le mandat de la Société canadienne des postes, et les pistes qui s'ouvrent à elle dans l'avenir. Le travail de George Radwanski, expert-conseil auprès des secteurs privé et public depuis 1988, consistera entre autres à «effectuer une analyse de leurs plans d'affaires à la lumière de la compétition qu'apportera la haute technologie», dont le courrier électronique. M. Radwanski, ancien rédacteur en chef du Toronto Star, a été conseiller de Jean Chrétien sur les affaires constitutionnelles au cours du congrès à la direction du PLC, en 1990. Il y a longtemps que les concurrents de Postes Canada — messageries privées, distributeurs de circulaires, journaux — réclament un tel examen.

L'après référendum

La décentralisation des pouvoirs ne suffira pas

Michel Bélanger avertit le Canada anglais qu'il faudra nécessairement modifier la Constitution

SUZANNE DANSEREAU PRESSE CANADIENNE

Toronto — La décentralisation des pouvoirs ne sera pas suffisante pour régler la question du Québec: les politiciens du Canada anglais devront aussi s'attaquer aux sources constitutionnelles du problème, soit le rapatriement unilatéral de la Constitution, en 1982, a prévenu hier le président du comité du NON, Michel Bélanger.



Michel Bélanger

«Si vous offrez simplement un nouvel équilibre dans les relations fédérales-provinciales, c'est certes très important, mais ce n'est pas suffisant pour faire disparaître l'insatisfaction du Québec», a expliqué M. Bélanger, hier, lors d'une allocution devant le Canadian Club de Toronto. «Qu'elle soit justifiée ou non, cette insatisfaction existe et si vous ne reconnaissez pas le problème, vous ne le résoudrez pas», a-t-il dit.

Le président du comité du NON n'a pas offert de solution. Elle viendra des élus, a-t-il dit. Mais elle devra être «claire et sans ambiguïté», a-t-il précisé.

Selon lui, la solution devra contenir les principes suivants: une reconnaissance du caractère distinct du Québec et l'engagement que rien ne sera changé dans la Constitution sans le consentement du Québec.

Harris

M. Bélanger est le deuxième fédéraliste québécois à envoyer cet avertissement au Canada anglais. La se-

maine dernière, l'ex-premier ministre québécois Robert Bourassa avait livré sensiblement le même message.

C'est que la position de certaines provinces anglaises, notamment celle de l'Ontario et de l'Alberta, inquiète les forces fédéralistes au Québec.

La semaine dernière, le premier ministre de l'Ontario, Mike Harris, a déclaré que le «symbolisme» de la société distincte ne l'intéressait pas, et encore moins les pourparlers constitutionnels.

M. Harris promet toutefois d'être

un allié du Québec lorsqu'il s'agira de promouvoir la décentralisation de la fédération canadienne.

M. Bélanger a été très prudent hier et n'a pas critiqué la position ontarienne. Mais il a fait valoir aux leaders politiques du Canada anglais qu'en dépit de leurs préoccupations nombreuses, «ils ont aussi été élus pour diriger le pays».

Pas tout de suite

Selon lui, la solution constitutionnelle devra être trouvée «le plus rapidement possible» et être plus complexe qu'une simple résolution reconnaissant le caractère distinct du Québec.

Toutefois, il est clair aux yeux de M. Bélanger qu'aucun changement constitutionnel ne pourra être mis en place tant qu'il y aura à Québec un gouvernement souverainiste.

En attendant les prochaines élections québécoises, a-t-il laissé entendre, le Canada pourrait cependant chercher une solution aux maux constitutionnels et préparer également l'attribution de pouvoirs aux provinces.

M. Bélanger a par ailleurs estimé qu'il n'y aurait pas de référendum prochainement au Québec. Selon lui, le gouvernement péquiste sera trop préoccupé par le problème des finances publiques au cours des prochains mois pour penser à tenir une autre consultation populaire.

«C'est trop difficile d'être à la fois populaire et responsable au plan fiscal», a-t-il fait remarquer.

Parti québécois

«Élargir l'autoroute de la souveraineté»

Le député Charbonneau suggère un large débat sur les rapports entre les Québécois et les Néo-Québécois

PIERRE O'NEILL LE DEVOIR

À cours des prochaines semaines, les souverainistes tenteront de dissiper l'impression qu'ils valent un nationalisme ethnique. Pour l'instant, le malentendu entre les péquistes et les communautés culturelles demeure entier. Au PQ, il y aura un débat interne, alors qu'au gouvernement l'on jongle avec l'idée d'un débat public sur les rapports entre Québécois et Néo-Québécois.

Les déclarations maladroites se succèdent à un rythme effréné et accentuent le malaise. Parmi d'autres, les esprits les plus sensibles s'inquiètent des effets de ces dérapages répétés. Ils estiment que le temps est venu de freiner l'escalade, conscients que les fédéralistes sont en train de faire passer les souverainistes pour des racistes.

A cet égard, l'accusation de Sheila Copps, qui a entraîné l'expulsion de deux bloquistes de la Chambre des communes, a ébranlé la classe péquiste. Elle référerait à la déclaration de M. Parizeau, qui a fait porter l'odieux de la défaite référendaire au vote massif des allophones en faveur du NON. Auparavant, il y avait eu la remarque déplacée de la bloquiste Suzanne Tremblay à l'endroit de la journaliste Joyce Napier. Puis, le quotidien *The Gazette* a révélé vendredi l'incident mettant en cause le ministre Bernard Landry avec deux employés néo-québécois de l'hôtel Continental. Dernier en liste, le député bloquiste du comté Anjou-Rivière-des-Prairies, Roger Pomerleau, a déclaré à l'hébergement du coin: «J'ai des raisons de soupçonner qu'on s'est fait voler par les 15 000 ou 20 000 immigrants que l'on a fait entrer à la dernière minute.»

Lors du caucus de vendredi dernier à Québec, plusieurs députés ont fait état de leurs angoisses et suggéré que l'on poursuive dans un autre temps et dans un forum plus approprié la réflexion sur le sujet. Il fut convenu que la question serait à nouveau abordée à l'occasion du caucus de la fin du mois et qu'il pourrait être indiqué de lancer le débat sur le plan public. Les délibérations de l'exécutif national du parti, vendredi soir, ont longuement tourné autour de la déclaration de M. Parizeau et de l'urgence de rectifier la perception publique.

Le problème préoccupe au plus au point le député péquiste de Borduas, qui croit que le PQ n'a pas le choix, qu'il doit lancer un processus de réflexion approfondie, l'élargir au public, analyser le phénomène et crever l'abcès. Lors du caucus parlementaire de vendredi, il en a fait la suggestion qui, croit-il, a été accueillie favorablement. «Je suis d'accord pour bannir le nationalisme ethnique, mais je ne suis pas d'accord pour faire semblant que la réalité des ethnies et la réalité multiethnique du Québec n'existent pas», a-t-il déclaré au *Devoir*.

Pour Jean-Pierre Charbonneau, la solution passe par le constat préalable du clivage ethnique. «Les immigrants forment des communautés particulières qui sont le plus souvent dans un processus d'intégration à la communauté anglophone. Ces minorités ethniques refusent de se solidariser avec la majorité canadienne française et c'est un problème grave. Leur attachement au Canada est plus fort qu'au Québec. Ils nous perçoivent comme un peuple de perdants et de concierges.»

Selon M. Charbonneau, si les choses en sont là, c'est que les dirigeants du PQ et du gouvernement n'ont pas engagé de débat de fond avec les minorités ethniques sur les conditions d'une «coexistence solidaire en terre québécoise», sur la façon dont les Canadiens français voient leurs relations avec leurs compatriotes des autres ethnies.

Les rapports avec les communautés ethniques, sont seulement une question parmi d'autres que le député de Borduas voudrait voir débattre au sein du parti. Pour que l'exercice soit fertile, il propose de le faire dans les meilleures conditions, pas dans le cadre d'un caucus formel où les vrais problèmes ne sont qu'effleurés, mais à l'occasion d'une retraite fermée de deux ou trois jours. Et cela en présence du prochain chef du parti. Il suggère que dans un deuxième temps le gouvernement, s'inspirant de la formule des commissions sur l'avenir du Québec, organise sur le sujet un débat public auquel seraient conviés les représentants des communautés ethniques.

Il lui paraît par ailleurs essentiel de procéder à une analyse *a posteriori* de la campagne référendaire. Non seulement pour faire le bilan des bons et des mauvais coups, mais aussi pour en tirer les leçons qui s'imposent pour l'avenir. Le diagnostic qu'il porte lui inspire d'ailleurs de nombreuses questions:

■ Est-ce que les dirigeants péquistes ont eu raison de vouloir forcer la cadence et obliger la tenue du référendum dans l'horizon 1995?

■ Les leaders du gouvernement ont-ils réussi à s'imposer par leur charisme, leur style, leur compétence et leur crédibilité? Ont-ils été à la hauteur des exigences du défi?

■ Les souverainistes ont-ils fait ce qu'il fallait pour faire vibrer les cordes sensibles et entraîner la solidarité des Canadiens français?

■ A-t-on pris les bons moyens pour associer plus largement la population, toute appartenant ethnique confondue, à la définition de l'avenir collectif?

■ A-t-on fait ce qu'il fallait pour aborder les clivages entre les hommes et les femmes, entre les jeunes et les vieux francophones?

A moyen terme, Jean-Pierre Charbonneau souhaite que les péquistes se fassent à l'idée qu'ils ont perdu le référendum, il prévient que les fédéralistes vont sûrement faire des contre-propositions et qu'il va falloir préparer une «position forte de revendications».

Le député de Borduas suggère-t-il en cela que le gouvernement souverainiste accepte d'explorer à nouveau la voie du beau risque? A cette question, il répond: «Il ne s'agit pas de se lancer dans ce type de remise en question, ce n'est pas nécessaire. Ce n'est pas à nous de renouveler notre option. Mais on ne peut pas faire comme si l'on n'avait pas perdu le référendum. Ce n'est pas nous qui avons gagné, c'est eux. Il va falloir se demander comment on réagit comme peuple à des propositions de changement. Il va falloir écouter et évaluer.»

Enfin, Jean-Pierre Charbonneau prêche l'ouverture. «Il faudra écouter les nouveaux souverainistes, les indécis qui ont voté OUI à la dernière minute, qui ont fait le pari de l'avenir et du changement. Si on adopte une attitude intégriste, on va se retrouver uniquement avec les irréductibles. Il faudra élargir l'autoroute de la souveraineté.»

REVUE DE PRESSE DU CANADA ANGLAIS

Un sursis pour le pays

GILLES LESAGE DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

OUI! Jean Chrétien et le Canada doivent changer. Bon débarras, Jacques Parizeau!

Ainsi peut-on résumer sommairement les réactions de la presse écrite anglophone, en trois mouvements: Ouf!, le soir du référendum; le résultat serré doit être l'amorce de changements; et finalement, le ressentiment était la marque de commerce du premier ministre du Québec.

La courte victoire du NON, lundi, laisse entrevoir un avenir incertain pour le Canada, souligne *The Times-Transcript*, de Moncton. La menace à la nation n'est levée en rien, mais elle pèse maintenant autant sur les neuf autres provinces que sur le Québec. La conclusion est unanime: le changement est nécessaire et essentiel. Mais elle s'arrête là. Le Canada est à la croisée des chemins. Nous ne pouvons rester immobiles. Nous devons choisir une nouvelle direction. Si nous prenons la bonne route, l'avenir de notre nation sera rosé. Sinon, le référendum québécois sera vu comme le début de la fin.

Le *Telegraph Journal*, de Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, a consacré plusieurs éditoriaux au Québec. C'est le résultat que nous voulions, écrit l'éditorialiste anonyme, mais il est trop serré pour s'y complaire. Le Canada doit trouver les moyens de faire face à ses difficultés. Le peuple canadien s'y est engagé, le peuple du Québec a répondu en se disant disposé à essayer encore une fois. Nous ne pouvons pas laisser les choses dériver. Il y a moyen de faire des changements à l'avantage de nous tous, précise le journal.

Le résultat du référendum séparatiste procure quelque soulagement mais pas de grande joie, écrit *The Ottawa Citizen*. Il n'y a pas de triomphe dans un exercice si déchirant et troublant, ou dans un résultat si amer.

Une majorité de Québécois s'est engagée à faire encore confiance au Canada. Les fédéralistes peuvent en tirer satisfaction, tout en prenant conscience de l'étréoussée épuratoire de la victoire. Maintenant que les Québécois ont dit ce qu'ils avaient à dire, c'est au tour de tous les Canadiens de se remettre à la restauration de l'unité canadienne et de réparer les dommages causés par la division et le doute. Jean Chrétien doit prendre la tête d'un effort national de réconciliation. Ce référendum, si dommageable, a mis à l'épreuve de vieilles loyautés et donné voix à de nouveaux griefs. Le résultat, si serré, a laissé bien des déceptions. Il n'y a pas de triomphe, conclut *The Ottawa Citizen*. Mais une chance à saisir, un pays immensément riche et compliqué à construire.

Ouf! (*Whew!*) s'exclame *The Ottawa Sun*. C'est un vote pour le changement, trop serré pour se sentir à l'aise, mais quand même pas un vote pour la séparation. C'est peut-être la «Croisade pour le Canada» qui a fait la différence. Toujours aussi subtil à dénoncer la quête traîtresse de Bouchard et le racisme de Parizeau, il conclut que les deux n'ont plus de mandat, à Ottawa et à Québec. Après s'être concentré sur rien d'autre que la séparation, Parizeau a enlevé les vêtements de celui qui voulait être roi et il a montré les couleurs d'un raciste. Il est devenu le paria du Québec.

The Toronto Star y a aussi de son solo plaintif. Le Canada a survécu mais amèrement divisé. Ce pays doit changer. Les deux solitudes doivent se réconcilier. De concert avec les provinces, le premier ministre Chrétien doit trouver un mélange d'arrangements symboliques et administratifs pour apaiser le mécontentement continu des Québécois, sans réduire le gouvernement national à l'impuissance. Il devrait convoquer une conférence des premiers ministres pour discuter de la reconnaissance du Québec comme «société distincte» (en français dans l'édito). Cela exige seulement l'accord de sept provinces représentant 50 % de la population du pays. Le Canada sort grandi de cette épreuve et surmontera les défis auxquels il doit faire face.

NON à la séparation, OUI à la réforme et au renouveau, titre *The Financial Post* en éditorial. Le besoin de changement est exprimé avec une telle vigueur qu'Ottawa doit entreprendre des discussions pour réformer le système fédéral actuel. L'expérience montre que cela peut être accompli sans devoir refaire la constitution de fond en comble.

Une victoire est une victoire, écrit *The Toronto Sun*. Ce n'est pas le séparatisme qui est en remonte. C'est le Canada. A vrai dire, refaire le Canada pour satisfaire les séparatistes, en présument qu'ils puissent l'être, transférerait notre pays au point que ce ne serait plus le Canada. Et cela ne doit pas se produire.

C'est aux fédéralistes de bouger, estime *The Winnipeg Free Press*, pour tirer le Canada de l'impasse. Le changement est plus facile s'il est graduel. M. Chrétien doit montrer que les changements qu'il fait au Canada correspondent à ceux que les Québécois souhaitent. Il doit écouter les Québécois, montrer qu'il sait où il va et est un homme de principe. Il devrait inviter les Canadiens à le suivre. Le pays est en appétit de changement.

«Peut-être!»

Obligés de choisir entre un OUI et un NON, les Québécois ont donné la plus canadienne des réponses, écrit *The Calgary Sun*. Peut-être. Au minimum, M. Chrétien doit suivre l'avis du premier ministre albertain Klein et entreprendre la décentralisation du gouvernement fédéral. Il doit aussi faire sien le sage propos de M. Klein aux Québécois: nous vous entendons et nous travaillerons avec vous. C'est le genre d'affirmation qui transformera le «peut-être» référendaire en un OUI ferme au Canada.

The Edmonton Sun est moins disposé aux accommodements spécifiques au Québec. Les Canadiens doivent se rappeler qu'il ne servira à rien d'aliéner plusieurs provinces pour tenter d'en satisfaire une seule, écrit l'éditorialiste.

D'autre part, la démission de M. Parizeau a soulevé des commentaires virulents. Parizeau a forgé sa politique dans le ressentiment, avance *The Vancouver Sun*. Son départ procure un peu d'espace au Canada. Bon débarras, commente *The Vancouver Province*, heureux que ce séparatiste étroit d'esprit de Parizeau prenne sa retraite. C'est aussi l'avis du *Times Colonist* de la même ville: Le départ de Parizeau est une bénédiction pour le Québec. Il souhaite désormais que Lucien Bouchard prenne la direction de Québec, de même que ses collègues du Bloc québécois. Leur présence à Ottawa a titre d'opposition officielle, après leur tentative de sabotage, est un affront. Une démission que les Québécois méritent, opine aussi *The Edmonton Journal*.

Un premier ministre canard boiteux ne peut pas négocier avec le Québec, écrit Diane Francis, éditrice du *Financial Post*. Chrétien devrait en appeler au peuple, il ne le fera pas. Il devrait au moins se donner une équipe de négociation incluant tous les partis, sauf le Bloc. Et quoi qu'il arrive, les Québécois doivent savoir qu'il n'y aura pas de divorce avec des privilèges de chambre à coucher, et qu'il n'y aura pas non plus de Confédération avec des privilèges.

Mme Francis n'est qu'une signature parmi bien d'autres, aussi préemptoires et virulentes. De façon générale, les éditorialistes sont plus modérés et nuancés que la plupart des chroniqueurs, qui s'en donnent à cœur joie sur le dos de M. Parizeau et Bouchard. Mais l'espace manque pour rendre compte de ces pièces d'anthologie du ROC...

LE DEVOIR

LE MONDE

EN BREF

DES SÉPARATISTES KURDES
CONDAMNÉS À MORT

(AFP) — Sept séparatistes kurdes ont été condamnés à mort hier par une cour de sûreté de l'État turque pour avoir tué et blessé des membres des forces de sécurité dans le sud de la Turquie. Dans son verdict, la cour a affirmé que les sept Kurdes étaient membres d'une aile militaire du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Cinq autres Kurdes ont été condamnés à des peines allant de deux ans et demi à douze ans et demi de prison et onze autres ont été acquittés. Les cours de sûreté de l'État turques ont été spécialement conçues pour punir les personnes impliquées dans l'insurrection kurde. La peine de mort, qui existe toujours dans le code pénal turc, n'a pas été appliquée depuis 1983.

LE SINN FEIN CHERCHE DES APPUIS
AUX ÉTATS-UNIS

Belfast (AFP) — Gerry Adams, dirigeant du Sinn Fein, se rendra aux États-Unis la semaine prochaine pour voir si les responsables de la communauté irlandaise-américaine «peuvent avoir quelque influence» et amener Londres à assouplir sa position sur le désarmement des milices paramilitaires. M. Adams a déclaré que son parti avait été en contact avec la Maison Blanche ce week-end, après l'échec de deux sessions de pourparlers entre le numéro 2 du Sinn Fein, Martin McGuinness, et le secrétaire d'État britannique à l'Ulster, Michael Ancram. Le Sinn Fein demande l'ouverture immédiate de pourparlers multipartites. Londres et les partis unionistes réclament en préalable un début de désarmement de l'Armée républicaine irlandaise.

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES
À HAÏTI

Port-au-Prince (AFP) — Le premier tour de l'élection présidentielle haïtienne a été fixé au 17 décembre, a annoncé hier le président du Conseil électoral provisoire (CEP). Un éventuel second tour aura lieu le 21 janvier. La campagne électorale se déroulera du 20 novembre au 15 décembre. Cette élection doit permettre de trouver un successeur au président Jean Bertrand Aristide, dont le mandat de cinq ans s'achève le 7 février 1996. Ses partisans réclament une prolongation de son mandat, correspondant à ses trois ans d'exil forcé entre 1991-1994, après le coup d'État militaire qui l'avait renversé. Mais M. Aristide a réaffirmé plusieurs fois son intention de laisser le pouvoir le 7 février pour se consacrer notamment à la rédaction de livres.

DÉBATS POUR LE DEUXIÈME TOUR
EN POLOGNE

Varsovie (AFP) — Le président polonais sortant, Lech Walesa a accepté de tenir deux débats télévisés avec son concurrent arrivé en tête lors du premier tour de scrutin des élections présidentielles dimanche. Le candidat ex-communiste Aleksander Kwasniewski devance l'ancien syndicaliste avec 35,11 % des voix, selon les premiers résultats complets publiés hier par l'agence PAP. Le président sortant Lech Walesa le talonne avec 33,11 % des suffrages exprimés, soit un écart de 2 %. Les deux concurrents se retrouveront au deuxième tour, le 19 novembre. Les débats porteront sur les affaires intérieures et la politique étrangère. Bien qu'en deuxième position, Lech Walesa semble bien placé pour profiter du report des voix qui sont allées aux onze candidats éliminés au premier tour.

CAMOUFLET POUR M. MAJOR

Londres (AFP) — Le gouvernement britannique de John Major a subi un camouflet hier soir, sévèrement mis en minorité lors d'un vote sur une série de recommandations destinées à lutter contre la corruption dans la vie parlementaire. La Chambre des Communes a approuvé par 322 voix contre 271, soit une majorité de 51, un texte de l'opposition travailliste, qui contraindrait les députés à déclarer à la Chambre les revenus perçus hors du strict cadre de leur fonction, en particulier pour leur rôle de «conseillers» auprès des lobbies proches de Westminster. La défaite du gouvernement, sans conséquence pratique pour sa survie, constitue toutefois un revers personnel pour le premier ministre John Major, qui avait soutenu certaines recommandations anti-corruption, mais avait refusé de réclamer la déclaration de tous les revenus extra-parlementaires, et de voter avec l'opposition.

En dépit de l'opposition américaine

L'Europe lance le dialogue
avec Cuba

Bruelles (AFP) — La visite à La Havane à partir de la semaine prochaine d'une délégation de l'Union européenne lance concrètement le dialogue entre les Quinze et Cuba mais risque d'attiser l'irritation de Washington qui observe depuis 1962 un embargo contre le régime de Fidel Castro.

Les ministres des Affaires étrangères des Quinze avaient décidé le 2 octobre d'ouvrir le dialogue avec Cuba et la visite du 6 au 10 novembre d'une délégation composée de responsables espagnols, français et italiens est la première manifestation concrète de cette décision.

Sitôt l'annonce de l'ouverture de ce dialogue, Washington avait critiqué les initiatives des Quinze. «Nous demandons instamment à nos partenaires européens de réfléchir avant de normaliser leurs relations avec une des dernières dictatures existant dans le monde», avait déclaré le porte-parole du département d'État Nicholas Burns.

Les Quinze ont lié l'ouverture de négociations pour la conclusion d'un

accord économique aux réformes, notamment sur «le développement de la société civile, les garanties pour le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et la sphère d'initiative privée», selon les termes de leur déclaration du 2 octobre.

Selon des sources diplomatiques espagnoles, parmi les conditions posées par l'UE figure l'amnistie de tous les prisonniers politiques et l'abrogation de l'article 72 du Code pénal cubain, qui permet l'arrestation et la poursuite en justice «des ennemis de la Révolution».

Dès août 1994, les responsables de la Commission européenne avaient prôné une approche plus souple que celle des États-Unis, afin d'encourager les réformes dans un pays à l'économie étranglée par l'effondrement du bloc soviétique.

En mai 1995, la Commissaire européenne à l'action humanitaire, Emma Bonino, avait rencontré à La Havane le dirigeant cubain Fidel Castro. La Commission est directement responsable de l'aide humanitaire accordée

à Cuba chaque année depuis 1993 et qui devrait atteindre en 1995 environ 15 millions d'euros (environ 8 millions de dollars américains).

Mme Bonino avait affirmé à Fidel Castro que les réformes devaient être poursuivies et approfondies pour permettre aux relations entre les Quinze et Cuba de sortir du seul cadre humanitaire pour évoluer vers une coopération économique et structurelle.

Les États membres de l'UE peuvent chacun accorder une aide bilatérale à Cuba mais une négociation globale avec les Quinze permettrait de développer beaucoup plus rapidement la coopération économique entre les deux parties.

Dès juin, juste avant que l'Espagne, historiquement très proche de Cuba, n'exerce la présidence semestrielle de l'Union, le Commissaire européen aux relations avec l'Amérique latine Manuel Marin proposait aux Quinze de lancer le dialogue politique avec La Havane, proposition qu'ils ont donc accepté début octobre.

Les funérailles du premier ministre israélien

L'hommage à Yitzhak Rabin

Jérusalem (AFP) — Le peuple d'Israël, bouleversé et indigné, a porté en terre son chef Yitzhak Rabin hier à Jérusalem, en présence des dirigeants du monde qui l'ont exhorté à poursuivre sans faiblir sur la voie de la paix.

Mis en terre avec tous les honneurs militaires, devant une famille éplorée et des dizaines de chefs d'État et de gouvernement étouffant leur émotion, le premier ministre assassiné repose désormais dans le carré des «Grands de la Nation d'Israël», au côté de son illustre prédécesseur Golda Meïr.

Près d'un million d'Israéliens ont rendu un dernier hommage au héros des guerres d'Israël devenu celui de la paix avec les Arabes, en défilant devant son cercueil enveloppé du drapeau national, bleu et blanc, frappé de l'étoile de David.

A 14h, les hurlements lugubres de toutes les sirènes du pays ont marqué le début de la cérémonie. Dans les rues, les commerces, les bureaux, les Israéliens, figés au garde-à-vous, ont observé deux minutes de silence et de recueillement.

«Un héros de la paix»

Tour à tour, le roi Hussein de Jordanie, le président égyptien Hosni Moubarak et le président américain Bill Clinton, sont montés à la tribune saluer avec émotion ce «héros de la paix» assassiné samedi par un juif extrémiste, Yigal Amir, qui a reconnu sa culpabilité hier devant un tribunal de Tel-Aviv.

Ils ont pressé les Israéliens, profondément traumatisés par le meurtre de leur premier ministre, de maintenir le cap de la réconciliation israélo-arabe.

«A l'adresse du peuple d'Israël, je dis que si vous restez sur le chemin de la paix, je m'engage à ce que l'Amérique ne vous abandonne pas», a affirmé le président Clinton, une kippa noire sur la tête, dans le cimetière du mont Herzl où étaient organisées les plus grandes funérailles de l'histoire d'Israël.

«Regardez bien cette image, cette image de dirigeants du Moyen-Orient et du monde rassemblés ici. C'est lui qui nous a rassemblés», a-t-il poursuivi devant un parterre de quelque deux mille invités officiels, dont quatre-vingt chefs d'État et de gouvernement.

«Yitzhak Rabin a vécu l'histoire d'Israël» dans la guerre et la paix. «Son esprit doit vivre», a conclu M. Clinton avant d'enlacer la veuve de l'ancien premier ministre.

Le roi Hussein de Jordanie, qui a signé un traité de paix avec Israël en octobre 1994, a retenu ses armes pour évoquer la mémoire «d'un collègue et d'un ami, un homme et un soldat qui est venu à notre rencontre en franchissant le fossé qui nous séparait».

«Ne restons pas silencieux, élevons la voix pour exprimer notre engagement envers la paix, pour toutes les générations à venir», a dit le roi, en costume militaire, coiffé d'un traditionnel keffiyeh à damier blanc et rouge, qui effectuait son premier séjour à Jérusalem depuis l'annexion par Israël en 1967 de Jérusalem-Est, auparavant

dallah, a été abattu à Jérusalem en 1951 alors qu'il négociait secrètement avec Israël et le prédécesseur de M. Moubarak, Anouar el-Sadate, a été assassiné en octobre 1981 au Caire par des islamistes, deux ans après avoir signé la paix avec l'État hébreu.

Le premier ministre israélien par intérim Shimon Peres a décrit son prédécesseur comme «un grand capitaine de la paix au Moyen-Orient». «La balle qui l'a tué ne tuera pas les idées dont tu étais porteur. La paix est irréversible, chez nous comme chez les Arabes», a affirmé M. Peres.

Devant les orateurs, autour de la famille, s'alignaient, graves et recueillis, les chefs d'État et de gouvernement : l'Allemand Helmut Kohl, le Britannique John Major, le Français Jacques Chirac, l'Espagnol Felipe Gonzalez, le Prince Charles d'Angleterre, le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali notamment, tous la tête couverte en signe de deuil.

Plusieurs responsables arabes — d'Oman, du Maroc, de Mauritanie et du Qatar — ont effectué à cette occasion leur première visite en Israël et renforcé ainsi le rapprochement amorcé entre Israël et certains pays arabes.

«Un ami courageux, un cousin»

Absent de marque en revanche, le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat — lauréat avec M. Rabin et Peres du prix Nobel de la Paix 1994 —, dont la présence n'était «pas souhaitée» par les autorités israéliennes mais qui avait préféré s'abstenir et se faire représenter par quatre de ses «ministres».

Intervenant en direct sur la chaîne américaine CNN au moment où le cortège funéraire atteignait le cimetière, M. Arafat a déploré la perte d'un «ami courageux et d'un cousin» et s'est engagé à «poursuivre le chemin de la paix» avec son successeur.

«Je dirai un jour à ma fille que j'ai aimé Rabin, l'un de nos cousins qui a été mon vrai partenaire dans le processus de paix», a-t-il ajouté d'une voix émue.

Les funérailles, entourées du plus impressionnant dispositif de sécurité jamais déployé à Jérusalem — 10 000 policiers, soldats et agents de sécurité —, se sont achevées sur trois salves de coups de feu pour saluer celui qui restera aussi dans l'histoire un des grands soldats d'Israël.



PHOTO REUTERS

Afin d'éviter de provoquer la colère des extrémistes israéliens, Yasser Arafat n'a pas assisté aux funérailles de M. Rabin. C'est à la télévision, dans son bureau à Gaza, qu'il a regardé le service funéraire.

sous contrôle jordanien.

Le président Moubarak a salué le «héros de la paix» qui a «posé les solides fondations d'une coexistence pacifique entre Palestiniens et Israéliens, dans un climat de confiance et de respect mutuel».

«Sa perte porte un coup sévère à notre noble cause. Nous devons en conséquence redoubler d'efforts pour achever notre difficile mission — une paix juste», a-t-il poursuivi.

Tant le roi Hussein que le président égyptien connaissent le prix de la paix: le grand-père d'Hussein, le roi Ab-

Des colons juifs, le cœur léger

Kiryat Arba (AFP) — Loin de partager le deuil national de Yitzhak Rabin, les colons juifs extrémistes de Kiryat Arba se rendaient hier, le cœur en fête, sur la tombe du colon Baruch Goldstein, qui a froidement abattu vingt-neuf musulmans en prière à Hébron, en février 1994.

«Il a eu ce qu'il méritait», constate sobrement Arié Bar Yossef, 38 ans, longue barbe poivre et sel, à propos du premier ministre israélien assassiné, qui selon lui «menait son peuple au suicide». Avec sérénité, il se réjouit qu'il ait été assassiné par un juif: «C'est un Kiddouch Hachem», une «Sanctification au nom de Dieu».

David Ben Avraham, 44 ans, même barbe et même tranquille certitude nourrie de la «juste cause», renchérit: «J'aurais été très malheureux s'il avait été tué par un Arabe».

Les 6000 habitants de Kiryat Arba, un des bastions traditionnels de l'extrémisme juif aux portes de la ville

palestinienne de Hébron, dans le sud de la Cisjordanie occupée, ne partagent pas tous cet enthousiasme.

«Pour 99,9 % des gens ici, c'est un drame terrible», affirme le maire de la colonie, Benny Katsover, un ferme opposant à l'ancien premier ministre. «Nous avons l'habitude de voir les Arabes s'entre-tuer. Mais entre Juifs, c'est grave», note-t-il.

«Comment des gens peuvent-ils espérer changer le pays par les armes? Un meurtre comme ça peut entraîner tout le pays à la dérive!», se lamente-t-il.

Dans les rues et les commerces de Kiryat Arba, le discours des ménagères ou des commerçants est de la même veine. «Nous étions totalement opposés à la politique de Yitzhak Rabin, mais on ne peut pas ainsi régler les problèmes, en s'entretenant», explique un épicier.

«Il y a trop d'hypocrites ici!», commente tristement David Ben Avraham. «Trop de menteurs», sourit Arié Bar Yossef: «D'ailleurs samedi, tout le monde

est descendu danser dans la rue et réciter des psaumes de David sur la tombe de Goldstein».

«Ils tombent aujourd'hui dans la flagornerie, parce qu'ils ont peur des représailles et peur d'avoir une mauvaise image», estime David.

Quittant le tombeau de Goldstein où elle vient de prier, une jeune femme en chapeau de paille et robe à fleurs cherche une voiture pour se rendre aux funérailles de Yitzhak Rabin à Jérusalem, à une trentaine de kilomètres.

«Tous deux ont donné leur vie pour leur pays», explique Ossie Bosak. «Même si je n'aimais pas Rabin, il ne faut pas oublier qu'il est un de ceux qui ont le plus contribué à la création de notre pays et à sa défense», explique-t-elle. «Prier pour Goldstein et participer aux funérailles de Rabin, c'est ma manière de contribuer à la continuité du peuple d'Israël», conclut-elle dans un large sourire.

GÉORGIE

Chevardnadze remporte les élections

Tbilissi (AFP) — La victoire triomphale d'Édouard Chevardnadze à l'élection présidentielle de dimanche donne au chef de l'État géorgien les mains libres pour poursuivre son programme économique de choc et de réformes politiques, estimaient hier des analystes.

L'ancien ministre soviétique des Affaires étrangères a remporté une large victoire en obtenant 75 % des suffrages, selon des résultats partiels portant sur 69 des 75 circonscriptions électorales.

Les diplomates occidentaux, qui n'ont pas dissimulé leur soutien personnel à M. Chevardnadze, ont salué la tenue de ce scrutin, qui selon les observateurs occidentaux, s'est déroulé sans violation notable des normes démocratiques.

À long terme, le soutien occidental aux réformes économiques pourrait aussi contribuer à résoudre le conflit entre Tbilissi d'une part et les deux régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du sud d'autre part. Ces deux régions, qui ont proclamé leur indépendance, ont boycotté le scrutin, bien que les Géorgiens de souche vivant en Ossétie du sud aient été autorisés à voter. En effet, selon le diplomate, les Abkhazes et les Ossètes du Sud peuvent trouver «un intérêt significatif» dans un règlement de ce conflit dans la mesure où la Géorgie commence à tirer profit d'une intégration accrue à l'ouest.

Des premiers résultats des élections législatives qui se sont tenues simultanément dimanche montrent que le parti de M. Chevardnadze et les partis nationalistes modérés ont réalisé les meilleures performances. Au cours

de l'année écoulée, la Géorgie a commencé à sortir du marasme économique et du chaos politique dans lesquels elle était plongée. Le pays jouit de la paix depuis la fin 1993, après avoir été déchiré par quatre guerres civiles au cours des trois premières années de son indépendance.

L'hyperinflation a été jugulée et la Géorgie bénéficie à présent d'une monnaie stable. Elle semble avoir surmonté aussi le déclin industriel catastrophique qu'elle subissait tandis que l'agriculture a amorcé une reprise. Mais la Géorgie demeure un pays pauvre, alors qu'elle était réputée pour être l'une des régions les plus prospères de l'ex-Union soviétique. La majorité des Géorgiens n'en a pas moins préféré croire dans les promesses des réformes, et tourner définitivement la page.

L'ÉTAT DU MONDE 1996

Le seul annuaire économique et géopolitique mondial

«... de loin la meilleure publication du genre en français.»

Claude Picher, La Presse

Parce que la terre tourne

LE DEVOIR CKAC 730 Boréal

Qui m'aime me lise.

ÉDITORIAL

Le virus intégriste

François Brousseau

L'assassinat de Yitzhak Rabin est une terrible épreuve pour la démocratie israélienne, qui devra désormais vivre avec la perte de virginité symbolique que représente cette tragédie. Mais la reconnaissance douloureuse du fait que l'intégrisme et le terrorisme ne sont pas uniquement arabes et palestiniens, pourrait de façon ultime renforcer le «camp de la paix» en Israël.

Disons-le tout net: si Yitzhak Rabin avait été assassiné par un terroriste palestinien, ce qu'il est convenu d'appeler «le processus de paix israélo-arabe» aurait probablement été gravement compromis.

Mais Rabin a été tué par l'un de ses concitoyens. La mort de ce soldat, mort en soldat sur le terrain de sa dernière bataille — la paix — pourrait en conséquence s'avérer, par un cruel paradoxe dont l'Histoire a le secret, un bien pour la cause poursuivie.

L'irruption du terrorisme juif extrémiste dans l'équation proche-orientale n'est pas totalement sans précédent. Pour s'en tenir au passé récent, il y avait eu, en février 1994, le massacre du Tombeau des Patriarches à Hébron — une trentaine de victimes palestiniennes —, par un fanatique sioniste. Mais, outre le fait que les victimes appartenaient au «camp ennemi», il ne s'agissait, selon l'interprétation la plus répandue, que d'un épiphénomène nullement représentatif, une bizarrerie singulière. «Baruch Goldstein? Un fou!»: voilà ce qu'on répétait.

Cette fois, le drame interpelle Israël plus directement, puisque la victime était son premier citoyen, et le coupable... un «fou de Yahvé».

Glissons sur l'étrangeté qu'il y a dans le fait de trouver plus scandaleux — comme on l'a laissé entendre ces deux derniers jours — le meurtre d'un Juif par un Juif, que le meurtre d'un Juif par un non-Juif, ou vice-versa. Et posons-nous la question suivante: cet acte terroriste a-t-il un sens? Un sens politique? N'est-il que le geste «déconnecté» d'un individu isolé?

Avant ce fatal 4 novembre 1995, si vous aviez demandé à n'importe quel Israélien de réagir aux mots «terrorisme» et «fondamentalisme», il vous aurait répondu, presque automatiquement: «... arabe» ou «... islamique». Et pourtant, samedi, c'est bien sous les balles d'un terroriste israélien, d'un juif, d'un sioniste intégriste, que Yitzhak Rabin est tombé.

Les mots peuvent tuer: le déferlement haineux dont le gouvernement et son chef aujourd'hui martyr étaient la cible aurait dû servir d'avertissement.

Au cours des 18 derniers mois, Baruch Goldstein était devenu, pour une certaine frange de la population israélienne, un héros et un martyr.

Pourquoi, en Israël, la haine aussi ouvertement proférée ne pourrait-elle pas dégénérer en actes — alors qu'ailleurs elle l'a régulièrement fait? Aux mêmes causes, les mêmes effets...

Ce coup dur pour l'image de la démocratie israélienne pourrait avoir un effet positif. Il réveillera, tout d'abord, les services de sécurité qui — un peu comme tout le monde dans ce pays — ne voulaient, ni ne pouvaient prendre au sérieux les menaces de l'extrême droite ultranationaliste.

Il y avait un «front du refus» arabo-palestinien. Mais il y a aussi un «front du refus» israélien, pour qui on ne peut céder aux Palestiniens ne serait-ce qu'une parcelle d'«Eretz Israël». Ce front avait, ces derniers temps, multiplié les menaces et s'était affirmé comme un courant politique.

Même la droite parlementaire — celle du Likoud, celle de MM. Netanyahu, Begin fils et Shamir — en était venue, ces derniers temps, au moins verbalement, à flirter avec cet extrémisme aujourd'hui mis au ban.

Certes, le Likoud n'est pas coupable de l'assassinat de Rabin. Mais sa dérive intransigeante et ultranationaliste le

met aujourd'hui, indirectement, au banc des accusés. «Nous sommes paralysés», avouait d'ailleurs, avant-hier, un proche de l'ex-premier ministre Yitzhak Shamir.

Avec la disparition de Yitzhak Rabin, Israël et le monde ont perdu l'un des combattants les plus résolus en faveur d'un nouvel ordre au Proche-Orient.

Le visionnaire pacifiste Shimon Peres, nouveau premier ministre d'Israël, a certes perdu son *alter ego* qui conférait la crédibilité «sécuritaire» à son grand projet. Mais le choc introspectif qui réveille aujourd'hui la société israélienne, la perte de virginité symbolique que provoque cette tragédie, la reconnaissance de la présence du virus intégriste également dans cette société, tout cela est à même de réveiller et de mobiliser les forces de la démocratie et de la tolérance, qui sont nombreuses dans ce pays.

De cette façon, la perte physique de Yitzhak Rabin sera largement compensée par la permanence de son message et la pédagogie de son martyre.

Quand les ordres remplacent les fonds

Jean-Robert Sansfaçon

Après l'Alberta, qui cherche toujours à échapper à la menace fédérale de lui couper les vivres si elle s'obstine à permettre la surfacturation des médecins, voilà que la Colombie-Britannique vient à son tour défier Ottawa en exigeant des demandeurs d'aide sociale qu'ils habitent la province depuis au moins trois mois.

La loi fédérale stipule clairement que les provinces ne peuvent pas imposer un tel critère d'admissibilité. Dans son dernier budget, le ministre des Finances, Paul Martin, a même répété que cette règle resterait après l'introduction, l'an prochain, du Transfert social canadien (TSC), l'enveloppe globale de transferts aux provinces qui couvrira la participation fédérale aux programmes de santé, d'aide sociale et d'éducation postsecondaire.

Dans le discours du budget, le gouvernement Chrétien se targuait d'avoir trouvé, avec le TSC, une façon originale de laisser plus de latitude aux provinces «qui pourront dépenser les ressources transférées conformément à leurs priorités propres».

En matière d'aide sociale, disait-on, la seule condition imposée aux provinces pour recevoir l'argent du fédéral sera de ne poser aucune exigence quant «à la durée minimale de résidence de la part des demandeurs». Précisément celle qui vient d'être rejetée par la Colombie-Britannique.

La ministre des Services sociaux du gouvernement NDP, Joy MacPhail, explique son geste par le fait que sa

province doit accueillir quelque 2200 nouveaux demandeurs d'aide tous les mois, la plupart d'entre eux provenant des autres provinces. Que ces gens aient décidé de déménager parce que les prestations sont plus généreuses là qu'ailleurs ou, le plus souvent, dans le but bien légitime de trouver du travail dans la seule région canadienne épargnée par la récession, cela ne change rien au fait que la facture d'aide sociale de la province grimpe plus vite qu'ailleurs. Une situation d'autant plus difficile à accepter par les contribuables que, depuis 1990, Ottawa plafonne ses contributions à l'aide sociale distribuée dans les trois provinces les plus riches, dont la Colombie-Britannique. Cette mesure aurait déjà coûté 1,7 milliard \$ à la province et permet à la ministre MacPhail d'affirmer qu'elle est en droit d'enfreindre les directives d'Ottawa.

À voir les manœuvres en cours dans des provinces aussi différentes que l'Alberta conservatrice de Ralph Klein et la Colombie-Britannique néodémocrate de Mike Harcourt, le gouvernement libéral de Jean Chrétien a du mal à imposer sa vision centralisée d'un Canada sans le sou. Assurance-chômage, pensions, santé, éducation, aide sociale, développement régional... aucun des programmes à financement partagé ne sera épargné par les compressions budgétaires. Malheureusement, si ce gouvernement sait où il va couper, il n'a pas la moindre idée de la façon de s'y prendre pour refaire l'unité autour d'un projet national. Pas la moindre, sinon en s'imposant.

L E T T R E S

Un manquement déontologique...

L'article de Clément Trudel, publié dans *Le Devoir* des 14-15 octobre 1995 sous le titre «Après l'arrestation de Mohamed Moad, leader du MDS: l'opposition laïque, tunisienne face au harcèlement de l'État», suscite des observations. Se contentant de reproduire les déclarations d'un certain Ali Zaïdi sans s'assurer au préalable de sa crédibilité et de la véracité de ses propos diffamatoires, c'est se faire l'allié d'allégations tendancieuses et cela atteste d'un manquement à la déontologie journalistique. La Tunisie, pourtant, ne cesse d'œuvrer pour promouvoir les droits de ses citoyens afin qu'ils vivent dans un climat ouvert et tolérant où le respect des droits de l'homme découle d'un choix politique libre et irréversible. Bien que son attachement à ces valeurs soit reconnu à l'échelle internationale, elle ne semble pas trouver grâce aux yeux de M. Zaïdi.

Avancer le chiffre de «10 000 prisonniers dont 1700 syndicalistes», et d'autres affirmations aussi fantaisistes,

cultiver l'amalgame en abusant de la bonne foi des lecteurs, cela n'honore pas une certaine presse qui prétend par ailleurs lever l'étendard de l'objectivité et de l'équité. Les défenseurs réels et désintéressés du droit et de la liberté ne donnent pas crédit aux allégations fallacieuses d'un obscur individu, vivant de surcroît depuis 27 ans à l'étranger et donc coupé quasi totalement des réalités de son pays auquel il cherche délibérément à nuire.

Vos lecteurs ont droit à une information juste qui reflète la réalité plutôt qu'à des propos «sensationalnels» dont le seul but est de discréditer un pays et son peuple auprès de l'opinion publique canadienne et québécoise.

Sihem Seltene
Service de presse de l'ambassade de la République tunisienne
Ottawa, 19 octobre 1995

... Et un impact minimisé

L'ambassade tunisienne, c'est son rôle, tente de minimiser l'impact d'accroissements répétés aux droits de la personne dans ce pays. Peu importe que ce

M. Saïdi (par erreur, *Le Devoir* nomme l'interviewé Zaïdi) soit un «obscur» opposant ou non.

Je me borne à rappeler que les organismes comme Amnesty Internationale parlent de «milliers de prisonniers d'opinion» en Tunisie et de méthodes d'intimidation et de harcèlement qui se raffinent.

Il faut aussi rappeler qu'en octobre 1994, le Comité des droits de l'homme des Nations unies qui, jusqu'à plus ample informé, ne donne pas dans le sensationnel, émettait plusieurs recommandations à Carthage, dont celles de voir à respecter la limite de dix jours pour la détention préventive et de prendre des mesures «pour renforcer l'indépendance des institutions de défense des droits de l'homme en Tunisie de façon à combler l'écart entre la loi et la pratique».

C'est là-dessus qu'il serait intéressant d'être informé, sur des mesures concrètes, sur des enquêtes qui aboutissent vraiment. Tout progrès réel devrait alors trouver écho dans *Le Devoir*.
Clément Trudel

PENDANT CE TEMPS-LÀ AU 24 SUSSEX



Washington: à douze mois du scrutin

Washington a fait démarquer le chronomètre. Dans un an, le mardi 5 novembre, les Américains choisiront un président.

À 12 mois du scrutin, deux questions dominent la spéculation et l'analyse politiques dans la capitale: Colin Powell se présentera-t-il comme républicain? Et quel Bill Clinton sera le candidat démocrate?

La première, tout comme pour Lucien Bouchard, est la décision très personnelle d'un homme qui soupèse les obligations familiales par rapport à l'ambition politique et à l'appel d'une société divisée. Tout le monde s'interroge sur l'impact possible du général sur un pays où le clivage racial et social est dramatique.

La deuxième est plus complexe. Hier, à Jérusalem, on a pu voir ses qualités de rassembleur spirituel aux funérailles de Yitzhak Rabin; c'est du Clinton à son meilleur. Mais à Washington, on voit une autre facette du président, car Bill Clinton est en train de se transformer, encore une fois.

Pendant la campagne de 1992, M. Clinton se présentait comme le plus conservateur des aspirants démocrates. Il parlait de mettre fin à l'aide sociale telle qu'on la connaît, de réduire le déficit et de stimuler l'économie pour les travailleurs: ces gens à revenu modeste que les politiciens américains, par souci d'éviter toute trace de vocabulaire de gauche, appellent la classe moyenne.

Au début de son mandat, M. Clinton s'est démarqué comme progressiste, en tentant de mettre fin à la discrimination contre les gays dans les forces armées et en essayant d'instaurer un système universel d'assurance-santé. Les deux initiatives ont échoué.

Maintenant, M. Clinton ne fait plus de compromis avec son propre parti. Il négocie avec la droite et se présente comme la caution morale de la majorité républicaine. Un conservateur avec compassion. Tel



GRAHAM FRASER

un disciple de Houdini, il échappe aux contraintes du Parti démocrate pour se présenter comme un homme indépendant, libre de toute attache partisane ou affective. Faut le faire.

Les évidences de cette fuite en avant ne manquent pas. Il y a dix jours, M. Clinton a prétendu, lors d'une réception réunissant des riches contributeurs à la caisse du parti, qu'il regrettrait la hausse d'impôt dans le budget de 1993.

L'apologie choqua les membres de son parti qui subirent une pression extrême de la Maison-Blanche pour voter cette hausse d'impôt.

Le budget fut adopté à la Chambre par une voix — et la représentation responsable de cet écart victorieux savait qu'elle allait perdre son siège en 1994. Ce qui fut le cas.

La semaine dernière, M. Clinton a téléphoné à un chroniqueur conservateur, Ben Wattenberg, pour lui parler de son récent bouquin. Au cours de la conversation, M. Wattenberg avoua qu'il n'aimait pas le projet de réforme de l'aide sociale proposé par M. Clinton au Congrès. «Moi non plus», répondit le président.

Abasourdis, les défenseurs des pauvres qui ont vu en M. Clinton un allié, constatent que son projet de réforme va affecter sérieusement le groupe le plus vulnérable de la société américaine, les enfants.

Et les défections ne sont pas limitées au plan de la législation; les amis sont également touchés. Avant l'accession de M. Clinton à la présidence, Peter Edelman se considérait

comme un ami. Faisant partie du groupe qu'on a surnommé FOB (*Friends of Bill*), il fut nommé conseiller dans l'administration Clinton.

Récemment, son nom circulait pour une nomination judiciaire. Plus maintenant. Bill Clinton ne veut plus proposer de candidats identifiés comme libéraux ou activistes, aux postes de juges. On ne parle plus de la nomination d'Edelman, si compétent soit-il.

La biographie récente de Bill Clinton, *First In His Class*, du journaliste David Maranis, montre bien la complexité de cet homme: à la fois idéaliste et calculateur, intellectuel et émotif, sensualiste et analyste. A titre de gouverneur de l'Arkansas, il a déjà fait l'exercice de s'excuser publiquement pour ses erreurs du passé, il a déjà abandonné des positions de principe, trompé des amis et des intimes.

Son conseiller dans cette transformation, Dick Morris, est un consultant de New York qui a fait une démarche vers la droite et qui a conseillé des démocrates aussi bien que des républicains. Leur relation fut intense et houleuse; M. Maranis raconte comment, dans un moment difficile, M. Clinton a même donné une baffa à M. Morris.

Mais, maintenant que l'empereur est à la recherche de nouveaux habits, c'est M. Morris qui revient comme conseiller.

On voit se répéter le même cycle de gestes politiques qui ont marqué le virage de M. Clinton en Arkansas: excuses publiques, abandon des amis progressistes pour un conseiller conservateur et cheminement vers la droite pour rejoindre un public déabusé et déçu du gouvernement.

Une métamorphose empreinte d'un cynisme qui fait sourcilier même les plus endurcis de la politique. Mais il est tout à fait possible que cette transformation puisse marcher. Après tout, la stratégie a fonctionné à merveille en Arkansas.

À PROPOS

... des morsures d'écureuil

Bien que les enfants se fassent mordre plus souvent par les chiens et les chats, l'Hôpital de Montréal pour enfants (HME) voit tout de même un nombre important de morsures d'écureuils chaque année.

La banque de données de HME contient 51 dossiers où des enfants se sont fait mordre par un écureuil et qui durent recevoir un traitement à l'urgence.

Dans la plupart des cas, l'enfant a essayé de nourrir ou de flatter l'écureuil.

Le plus souvent, ces traumatismes se produisent dans les parcs (63 %), aux alentours de la maison

(28 %) et dans la rue (9 %).

Naturellement, les morsures d'écureuils sont des blessures saisonnières avec 80 % des cas se produisant entre juillet et novembre.

Les morsures d'écureuils augmentent les risques d'un contact avec la rage, les parents doivent donc encourager les enfants à ne pas nourrir ou flatter les écureuils.

Rapport sur les traumatismes, l'Hôpital de Montréal pour enfants, Système canadien hospitalier d'information et de recherche en prévention des traumatismes.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Vice-président, finances et administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, GUY TAILLEFER

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSSAÇON

Directeur artistique ROLAND-YVES CARIGNAN

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

FAISCE QUE DOIS

IDÉES

Stratégie post-référendaire

L'appui massif des francophones au OUI devrait amorcer une nouvelle prise de conscience de ceux qui sont venus vivre avec nous

DENIS MONIÈRE

Science politique, Université de Montréal

Le résultat du référendum confirme le clivage politico-linguistique du Québec puisque les francophones ont appuyé massivement le OUI et les non-francophones ont soutenu encore plus massivement le NON. Le Canada a certes gagné un répit, mais le Québec a vaincu son ambivalence identitaire puisque dans un contexte d'extrême polarisation où les enjeux du débat étaient clairs, près de 60 % des Québécois francophones ont manifesté le désir de se donner un nouveau pays. C'est en fait le meilleur résultat jamais réalisé par le mouvement souverainiste.

Tant et aussi longtemps que les francophones hésitaient à opter pour la souveraineté, il était illusoire de demander aux non-francophones de s'identifier à ce projet collectif. Il faut prendre acte de cette donnée incontournable pour envisager la suite de l'histoire, car l'appui massif donné au OUI par les francophones devrait désormais amorcer une nouvelle prise de conscience de ceux qui sont venus vivre avec nous.

Ce résultat peut être considéré comme exceptionnel dans une société démocratique, moderne et pluraliste. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à comparer avec les résultats référendaires obtenus dans des sociétés comparables au Québec, mais où il n'y a pas de clivages linguistiques. Ainsi, les résultats aux référendums sur la ratification du Traité de Maastricht tenus en France et au Danemark ont produit de courtes majorités: 51 % pour le OUI en France, 50,7 % des voix pour le NON au Danemark en juin 1992 et 56,8 % pour le OUI en mai 1993. Que 60 % de francophones aient voté en faveur de la souveraineté ne permet pas de déclarer la souveraineté, mais c'est un progrès considérable qui laisse présager un succès à court terme du projet de souveraineté. Les résultats du référendum de même que les tendances de l'opinion publique qui se sont exprimées durant la campagne référendaire montrent que l'option souverainiste a considérablement progressé depuis le référendum de 1980 et surtout qu'il y a selon les sondages environ 75 % des Québécois qui pensent que le Québec accèdera à la souveraineté un jour.

Le vote monolithique des anglophones n'est pas la seule cause du rejet momentané de la souveraineté, car il y a aussi une proportion significative de l'électorat francophone qui a refusé de faire du Québec un pays. Ce choix s'explique par les effets de socialisation à long terme qui depuis des générations ont construit l'identification au Canada. Même si ce processus d'identification a connu des ratés depuis le rapatriement unilatéral de la Constitution, il continue néanmoins d'être efficace pour une portion importante de l'opinion publique québécoise qui ne veut pas rompre avec le Canada. C'est le cas notamment des personnes âgées, les gens de 55 ans et plus étant les seuls à voter majoritairement pour le Canada. La rhétorique de la peur et les menaces distillées par les discours alarmistes des gens d'affaires ont aussi pesé sur les consciences et brimé les désirs de liberté et de changement chez les électeurs francophones économiquement fragiles. Enfin, les vagues promesses de changement faites en fin de campagne ont pu séduire les derniers indécis.

Certes, le NON a gagné mais sa victoire ne règle rien puisque les Québécois n'avaient pas à choisir entre deux options définies mais à dire OUI ou NON à la souveraineté du Québec assortie d'une offre de partenariat. Un OUI aurait signifié un consentement à un changement de statut politique du Québec. Dire NON signifie tout simplement que le changement prévu n'aura pas lieu, mais ne signifie pas qu'il y a consentement à quelque chose de précis puisque les porte-parole du NON ne se sont engagés à rien de précis et que ceux qui ont voté NON ont pu le faire pour une grande diversité de raisons et en ne partageant pas nécessairement la même vision



«Jacques Parizeau passera à l'histoire non seulement parce qu'il a été le concepteur, dans les années 60, de la plus profonde réforme institutionnelle qu'ait connue le Québec mais aussi parce qu'il a assumé avec détermination, lucidité et dignité, dans les années quatre-vingt, la relance du mouvement souverainiste.»

du fédéralisme canadien. Si le référendum a permis à une courte majorité de Québécois de dire qu'ils n'étaient pas prêts à faire la souveraineté, il n'a pas permis de dire ce qu'ils voulaient. Les Québécois n'ont pas encore adhéré à la nouvelle Constitution canadienne et la question du Québec n'est pas réglée. Il faudra donc qu'il y ait dans un proche avenir une autre consultation où les Québécois seront appelés à définir le statut politique du Québec.

Deux scénarios possibles

Le match quasi nul du 30 octobre crée une situation inédite et paradoxale puisque ce résultat force le Canada à amorcer «de profonds changements» et que ni le Parti québécois ni le Parti libéral n'ont une position constitutionnelle à mettre sur la table et que les deux partis risquent de se diviser s'ils s'en donnent une. Le PQ ne voudra pas revivre l'expérience du beau risque et le PLQ ne voudra pas revenir au rapport Allaire. Que faire alors du résultat référendaire?

Le gouvernement québécois pourrait reprendre la stratégie élaborée après l'échec du lac Meech et attendre que le Canada trouve un consensus pour faire des offres au Québec. Cette politique attendiste obligerait les principaux acteurs de la campagne du NON à s'avancer à découvert sur le terrain constitutionnel puisque le fardeau de leur preuve d'amour pour le Québec leur revient. Même si ce fut du bout des lèvres, la classe politique canadienne s'est engagée à changer le fédéralisme pour répondre aux aspirations des Québécois et le Parti libéral du Québec sera bien obligé de définir sa position constitutionnelle. Cette nouvelle dynamique pourrait être avantageuse pour les forces souverainistes dans la mesure où elle ferait apparaître les contradictions et l'absence de consensus dans le camp du NON et montrerait qu'un changement profond du Canada est une illusion. Mais elle a l'inconvénient de laisser l'initiative au Canada et de priver le gouvernement du Québec du contrôle de l'ordre du jour politique.

Puisque le résultat référendaire remet à l'avant-scène la réforme du fédéralisme, le gouvernement du Québec pourrait reprendre l'initiative et aller sur la glace canadienne afin de tester encore une fois la flexibilité du fédé-

ralisme canadien. Dans un premier temps et pour refléter la signification du vote référendaire, il pourrait confier le mandat d'élaborer sa position à un comité des sages formé de cinq souverainistes et de cinq fédéralistes nommés par le parti gouvernemental et le parti de l'opposition officielle pour définir les paramètres acceptables d'un changement constitutionnel. Une fois cette position adoptée par l'Assemblée nationale, le gouvernement québécois pourrait engager une négociation d'égal à égal avec le Canada comme l'avait envisagé Robert Bourassa au lendemain de l'échec de Meech. L'acceptation de cette condition à la reprise de négociations serait déjà une preuve de la volonté canadienne de reconnaître l'existence du peuple québécois. S'il y avait entente, celle-ci devrait être ratifiée par référendum. Dans le cas d'un refus du Canada, le gouvernement du Québec pourrait alors déclencher une élection assortie d'un référendum portant sur l'accession immédiate du Québec à la souveraineté.

Qui doit tenir le gouvernail?

Jacques Parizeau passera à l'histoire non seulement parce qu'il a été le concepteur, dans les années 60, de la plus profonde réforme institutionnelle qu'ait connue le Québec mais aussi parce qu'il a assumé avec détermination, lucidité et dignité, dans les années quatre-vingt, la relance du mouvement souverainiste. C'est lui qui a eu la vision nécessaire pour tenir le référendum dans les meilleurs délais et pour faire abstraction de sa personne lorsqu'il s'est agi de faire des choix stratégiques. Il n'a pas réussi à faire la souveraineté mais il a créé les conditions de sa réussite éventuelle.

L'avenir d'un peuple ne dépendra jamais d'un seul leader. Ce que M. Parizeau avait compris, d'autres devront aussi le comprendre. Il nous a conduits au point de non-retour et il laisse la place pour que le Québec le franchisse le plus rapidement possible. Dans les circonstances actuelles, celui qui peut le mieux nous faire franchir le cap est sans conteste Lucien Bouchard. Mais il devra faire appel à toutes les tendances du mouvement souverainiste et préserver la cohésion de la coalition souverainiste.

Arrêt sur image du père

Il y a eu un moment charnière, le 30 octobre, où la victoire morale du OUI s'est transformée en défaite

SUZANNE JACOB

Écrivaine

Il y a eu un moment charnière, dans la soirée du 30 octobre, où la victoire morale du OUI s'est transformée en défaite. Ça s'est passé si vite, tout est devenu si irréel en quelques secondes, qu'on n'a pas réussi à dormir avant l'aube. En allant chercher les journaux, dès sept heures le matin, on cherchait encore ce qui avait bien pu se passer pendant le discours de M. Parizeau, que quelqu'un allait nous expliquer. Les journaux parlent de la «faune ethnique» bien sûr, ça, c'est l'évidence. Même si on a tous saisi en même temps la même chose à ce sujet, même si on a des choses différentes à dire là-dessus, on s'est tous demandé comment c'était possible, ça, que M. Parizeau n'ait pas préparé de discours advenant un NON, etc.: les évidences.

Mais l'évidence n'a pas le pouvoir de transformer le vin en vinaigre. On s'est remis à chercher quel message M. Parizeau avait bien pu faire passer qui nous avait coupé les jambes. Les jambes?

Quelqu'un avait demandé, au cours de la soirée: «Mais quand est-ce qu'il va enfin nous parler, M. Parizeau?» Personne n'avait répondu qu'on ne sait jamais à quelle heure papa rentre de la taverne. Après tout, on nous avait montré la fenêtre de la chambre rose des parents, on avait deviné leurs silhouettes à travers les stores, on savait qu'ils étaient là, tout près, qu'ils partageaient avec nous cette victoire morale dont ils allaient venir nous parler.

Je me repasse le film: dans l'image télévisée, il y a un homme, au premier rang, qui ne quitte pas un instant M. Parizeau du regard. Je cherche ce que ce regard me rappelle, ce regard chargé de détresse et de rage impuissante qui se met à se répéter dans des milliers de regards. J'entends ensuite un silence se faire dans la foule. C'est un silence que je connais par cœur, qui est amplifié par cinq mille fois, et ça y est, je tiens le message qui est dans l'image et dans le son: le père qui vient de sortir de la chambre rose et d'entrer sur la scène, il a bu. La mère pleure à cause de ça, comme les mères ont l'habitude de faire. Le père cherche ses mots, il ne sait plus quelle langue il parle, il cherche la langue qu'il parle et il dit: «C'est raté!» Reprenons l'image et le son: le père qui rentre et qui a bu, il dit qu'il est raté, et sa femme pleure; mais déjà, elle ne pleure plus, elle ravale. Le père parle de l'avènement d'une société française. Ou est-ce qu'il a vu jouer ça qu'on voulait une société française? Ah oui, c'est vrai, quand il a bu, il glisse toujours irrésistiblement vers la même mémoire. Quelle mémoire? Celle des Ancêtres anonymes?

Il y a en chacun de nous des années et des années cristallisées dans l'image d'un père qui rentre saoul, d'une mère qui ravale ses larmes, d'un fils qui rentre ses poings dans son regard, d'une fille qui se remet à chanter pour faire passer le mal. C'est cette image qui, offerte ce soir-là par le chef de l'État, a eu le pouvoir de changer le vin en vinaigre qui coupe les jambes. Je ne dis pas que le chef de l'État avait réellement bu, je n'en suis rien, et ça n'a aucune importance, il ne s'agit pas de cette importance-là. Je parle d'une image qui nous a coupés de la victoire morale. Je dis que l'image donne à voir la scène typique de l'humiliation familiale, ce c'est pour éviter de regarder cette scène insoutenable de notre histoire familiale commune que nous nous sommes tous jetés dans la dévoration de l'os ethnique que notre père nous a lancé à ronger pour nous faire oublier son état, cet état si excusable, comme on dirait qu'on habite un État excusable, qui est par ailleurs l'état même de l'humiliation.

C'est pour mettre un terme au pouvoir de cette image qui est le pouvoir qui nous a défaits ce soir-là que nous devons très vite opérer ce douloureux arrêt sur image du père.



Suzanne Jacob

Le pays demeure possible

Mieux vaudrait que l'amour du reste du Canada pour le Québec se transforme en signes concrets

MARC FOURNIER

Alma

Le soir du 30 octobre, j'étais déçu. J'avais tellement cru en cet élan extraordinaire que représente la force du OUI. Dans ma vie, tous les OUI ont été porteurs de renouveau et de croissance. J'attendais beaucoup des discours de Lucien Bouchard et de Jacques Parizeau. Fidèle à lui-même, Lucien Bouchard a été plus qu'honorable alors que Jacques Parizeau, vindicatif et intolérant, a commis un discours regrettable. Il me semble que nous avons tous le désir d'entendre autre chose. Je veux saluer ici Bernard Landry, dont les propos furent empreints de noblesse et d'ouverture: le pays demeure possible. J'en conviens, il était difficile de tirer toutes les leçons du soir même du référendum. Le lendemain, j'ai ressenti de la tristesse. Nous aurions pu voter OUI, mais, une seconde fois, nous avons hésité sur le seuil. Je le reconnais d'emblée, je ne suis pas un spécialiste de la chose politique. Sur le mur de mon bureau, j'ai accroché mon diplôme en science politique obtenu à l'Université de Montréal en juin 1982. Le lendemain, j'ai médité longuement...

Que de chemin parcouru en 30 ans! En effet, le mouvement souverainiste s'est durablement enraciné depuis ses balbutiements. Qu'il obtienne cette année 49,4 % des voix exprimées, ce n'est pas rien! C'est ce qu'il aurait fallu dire lundi soir. Je me souviens de la passion avec laquelle nous en parlions en 1980. Il ne s'agissait alors que d'accorder au gouvernement un mandat de négociation. En 1995, c'est de la réalisation de la souveraineté dont il était question. Que de maturité au cours de cette campagne, que de tolérance et de respect aussi. Le 30 octobre, à la fin de la soirée, M. Parizeau a raté une occasion unique de relancer avec grandeur l'avancée certaine du mouvement séparatiste. La frustration est bien mauvaise conseillère.

Quel niveau de conscientisation politique exprime le taux de participation populaire! C'est exceptionnel en Occident. Avec un taux dépassant 93 %, presque tous les citoyens se sont sentis concernés.

Même les enfants savaient qu'il se passait quelque chose. Une population concernée ne peut se laisser bernier: voilà un indice que le peuple que nous formons sera vigilant. Rien n'est terminé avec le vote du 30 octobre. Par ailleurs, la démocratie se porte bien chez nous. Les discours de Lucien Bouchard, de Mario Dumont — quel jeune homme! —, de Daniel Johnson et de Jean Chrétien démontrent que la sensibilité, le respect et la tolérance sont des vertus fondamentales. Encore une fois, une seule ombre au tableau: les propos de Jacques Parizeau ressemblaient davantage à une déclaration de guerre. L'homme n'a pas su intervenir tel que l'exigeait la situation et la fonction qu'il occupe. Je comprends sa déception. Cependant, la mienne attendait un réconfort et non une envolée qui dérivait dangereusement vers l'intolérance.

Les anglophones du Canada refuseront de reconnaître le peuple distinct que nous formons.

Que de solidarité ont témoigné les anglophones et les allophones. Je leur dis: chapeau! Que des groupes culturels aussi différents les uns des autres soient solidaires à l'occasion d'un référendum, quel est l'étonnant leçon pour les francophones du Québec. La division du vote de lundi dernier indique que «nous» manquons de cette solidarité, nécessaire pour mettre au monde un pays. A Québec même, la future capitale, le OUI n'a pas réussi à franchir la barre des 55 %. Qu'est-ce que cela nous révèle? Que pouvons-nous apprendre sur nous-mêmes? Nous avons perdu parce que les francophones du Québec n'ont pas suffisamment voté en faveur du OUI. Il importe maintenant de nous rappeler un tout petit détail: la souveraineté n'est pas une finalité, elle est un moyen.

Que de fierté pouvons-nous ressentir! Claude Ryan a eu le mot de la fin: «Les Québécois forment un peuple.» Nous avons toutes les raisons d'être fiers: lundi soir, nous avons exprimé que nous désirions le changement. Si la marchandise n'est pas livrée par Jean Chrétien et les premiers ministres anglophones, la prochaine fois risque d'être la bonne. «La souveraineté du Québec est inéluctable», affirmait posément Bernard Landry. Dans un discours qu'il adressait en 1977 aux membres de l'Economic Club, René Lévesque parlait de *Quiet Independence*. Le 30 octobre marque la fin... d'une deuxième pé-



«Le soir du 30 octobre, fidèle à lui-même, Lucien Bouchard a été plus qu'honorable dans son discours.»

riode: avec 49,4 % des voix exprimées en faveur du OUI, le référendum adresse un message de changement au reste du Canada. Mieux vaudrait que leur amour à notre égard se transforme en signes concrets. Les difficultés de Jean Chrétien commencent réellement aujourd'hui. Je suis convaincu d'une chose: les anglophones du Canada refuseront de reconnaître le peuple distinct que nous formons.

Non, tout n'est pas terminé. Les ténors du NON devront se garder de l'illusion que la page est tournée. En août 1962, Jean Lesage posait cette question: «La Confédération va-t-elle se développer de telle sorte qu'elle assurera toutes les garanties que les citoyens du Québec ont le droit d'exiger au cours des années qui viennent?» (*Le Devoir*, 8 août 1962). Kenneth McRoberts et Dale Posgate, dans un livre intitulé *Développement et modernisation du Québec* (Boréal, 1983), ont écrit: «Un arrangement durable avec le Québec (...) implique une refonte en profondeur de l'ordre politique, basée sur une reconnaissance claire et nette de la spécificité nationale du Québec.» C'est la dernière chance du Canada.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Bernard Morrier, Isabelle Paré, Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Konrad Yakabuski, Jean-Pierre Legault (responsable des pages thématiques), Diane Précourt (pages éditoriales, responsable de la section Tourisme); Martin Ducloux et Christine Dumazet (relecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon, Paule des Rivières, Robert Lévesque, Benoit Munger, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Berubé (responsable), Robert Dutriscac, Claude Lévesque, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (responsable), François Brousseau (éditorialiste), Antoine Char, Sylviane Tramier, Clément Trudel; à l'information politique: Pierre O'Neill, Jean Dion (correspondant parlementaire à Ottawa), Gilles Lesage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec); Serge Chapleau (caricaturiste); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Marie-Claude Petit (commis), Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction). **La Documentation:** Gilles Paré (directeur); Manon Scott, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). **LA PUBLICITÉ** Lucie Pinsonneault (directrice), Yves Williams (superviseur, Avis publics et annonces classées), Jacqueline Avril, Daniel Barbeau, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Marlene Côté, Sylvie Hanna, Christiane Legault, Suzanne Miscevic, Jacques A. Nadeau, Micheline Ruelland, Monique Verreault (publicitaires); Sylvie Laporte, Pierrette Rousseau, Micheline Turgeon; Michèle Bouchard (secrétaire). **L'ADMINISTRATION** Yves Bouthiève (contrôleur), Dany Dépatie (adjointe à l'administration et coordonnatrice aux ressources humaines), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-Arc Houde (secrétaire à la direction); Florine Cormier, Céline Furoy, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. **LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE** Johanne Brien (secrétaire), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. **LA PROMOTION ET LES RELATIONS PUBLIQUES** Louise Gagné (directrice), Christian Guy (superviseur à la promotion des abonnements). **LA PRODUCTION** Jocelyn Arseneault (directeur de la technologie et des approvisionnements), Michael Schneider et Marie-France Turgeon (direction de la production), Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard DesCormiers, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Michèle Malenfant, Christian Vien, Olivier Zuida. **LE CONSEIL DU DEVOIR INC.** Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président et directeur général).

ACTUALITÉS

TRUDEAU «Si le fédéral en donne, les provinces devront aussi en donner»

SUITE DE LA PAGE 1

lante question de l'unité nationale au cours d'une longue conférence de presse où il a tenu à défendre l'héritage de ses années de pouvoir.

Et c'est en insistant pour dire et répéter que M. Bouchard avait «conté beaucoup de mentes» en cours de campagne, qu'il avait littéralement «réécrit l'histoire» en la «falsifiant», que Pierre Trudeau a livré un bilan en forme de plaidoyer pour un gouvernement central fort.

Il a effectué de longs détours pour démontrer que, à l'encontre des «mythes» répandus par le chef bloquiste, c'était René Lévesque qui avait trahi ses alliés de sept provinces lors du bras de fer constitutionnel de 1981 et que c'était avant tout l'opposition des nationalistes québécois, et non celle du Canada anglais, qui avait entraîné l'échec de l'Accord du lac Meech en 1990.

«La falsification de l'histoire par M. Bouchard a amené le Québec à croire beaucoup de choses fausses quant au rapatriement de la Constitution, à Meech, au référendum sur Charlottetown et à la soi-disant «nuit des longs couteaux». M. Bouchard s'est livré à de la distorsion des faits historiques, et M. Parizeau aussi», a dit M. Trudeau.

«Et malheureusement, personne n'a corrigé cette réécriture de l'histoire, de sorte que la population québécoise croit maintenant le mythe voulant que le rejet de Meech fut une giflette du Canada anglais au Canada fran-

çais, alors que c'est le contraire.» Idem pour 1981, quand René Lévesque a renoncé de plein gré au droit de veto constitutionnel et agréé l'égalité des provinces, soutient-il.

M. Trudeau a également abordé la question de la décentralisation, un concept très à la mode au Canada par les temps qui courent. Selon lui, s'il faut des «changements» au régime fédéral, trop en faire risquerait de mener le pays à sa perte.

«Le Canada est déjà le pays le plus décentralisé de toutes les fédérations du monde», a-t-il dit. «Vous ne pouvez pas décentraliser davantage si vous voulez avoir un pays, un peuple. L'essence du Canada réside dans sa générosité, sa compassion, son désir d'entraide. Si nous décidons de décentraliser davantage, les provinces riches pourront offrir de bons services parce qu'ils ont une assiette fiscale plus étendue, et les provinces pauvres ne le pourront pas. Cela brisera le pays plus sûrement que le séparatisme.»

L'approche Trudeau consisterait ainsi à favoriser le «donnant donnant»: la cession de certains pouvoirs aux provinces en échange d'une plus grande mainmise d'Ottawa sur les secteurs économiques afin de permettre notamment le partage de la richesse. «Si le fédéral en donne, les provinces devront aussi en donner. Si elles ne jouent pas le jeu, alors le Canada est fini», a-t-il averti.

Rappelant que les provinces sont moins unies entre

elles économiquement que le pays ne l'est avec ses voisins américain et mexicain — une situation «paradoxe et même ridicule» —, M. Trudeau a noté que même les séparatistes tenaient à un Canada fort afin de pouvoir négocier un partenariat avec lui.

Or maintenant, «si on veut jouer à la Constitution encore une fois, il va falloir redresser ça [le déséquilibre entre Ottawa et les provinces], ou bien dire que le Canada n'existe plus», a-t-il ajouté.

Sur la question de la reconnaissance du caractère distinct de la société québécoise, l'ancien premier ministre a indiqué ne pas être au courant des détails de la stratégie de Jean Chrétien, qui songe à déposer sous peu une résolution à cet effet à la Chambre des communes. Mais il a affirmé que le fait était déjà reconnu dans la Constitution et s'est prononcé contre un mécanisme qui amènerait le Québec à jouer d'un quelconque statut spécial.

«Le Québec est distinct, l'Ontario aussi. Vous ne pouvez pas être distinct d'un autre sans que cet autre ne soit distinct de vous. Le génie de la Confédération consistait à permettre aux provinces d'exercer une bonne mesure de souveraineté et, en conséquence, de devenir distinctes, ce qu'elles ont fait.»

«Le Québec est une société distincte qui, dans toutes les zones de sa juridiction, a fait de sa société une société distincte», a-t-il expliqué.

Quant à la campagne référendaire proprement dite,

M. Trudeau a reproché au camp du OUI d'avoir soumis à l'électorat une question «malhonnête», fausement rassurante, qui lui promettait «le beurre et l'argent du beurre» et dont les sondages ont démontré qu'elle en induisait plusieurs en erreur. «Les séparatistes savent qu'ils ne peuvent pas gagner avec une question directe: voulez-vous vous séparer, oui ou non?», a-t-il commenté.

L'ex-premier ministre a par ailleurs admis qu'il attendait une invitation des leaders du NON à plonger dans la bataille, mais que celle-ci n'est jamais venue et que «je me suis [donc] retenu». Mais s'il a dit «respecter la sagesse» du camp fédéraliste, qui a eu recours à une stratégie adéquate, il a aussi fait remarquer que les «mensonges» proférés par l'adversaire n'avaient pas été suffisamment dénoncés. Sa participation personnelle aurait nécessité une implication à fond dans la campagne, mais la coalition du NON lui aurait demandé de rester coi afin de prévenir un possible ressac souverainiste.

Au Bloc québécois, on a accueilli sans surprise ce désir du NON de voir Pierre Trudeau rester à l'écart du débat. «Il n'y a pas d'accord sur un projet de changement de la part des dirigeants fédéralistes. Trudeau a simplement dit ce qu'eux pensent et pensaient. Je les comprends, il aurait été d'une franchise trop brutale et les gens auraient compris qu'il n'était pas dans leurs intentions de proposer des changements», a commenté le whip du Bloc Gilles Duceppe.

PACTE

SUITE DE LA PAGE 1

controversé plancher d'emploi des cols bleus municipaux estimé à 10 millions et les coûts régionaux assumés uniquement par Montréal (exploitation du Biodôme et entretien du mont Royal, par exemple) pour lesquels la Ville cherche à obtenir 25 % de la facture, soit 10 millions.

Pour Sammy Forcillo, il s'agit là de solutions qui contournent la réticence du ministre des Affaires municipales Guy Chevrette, responsable politique du dossier, quant à leur application possible à d'autres municipalités.

Les pistes proposées par Montréal sont toutefois plus larges. Québec pourrait ainsi choisir de devenir un contribuable comme les autres et payer ses taxes à la municipalité, ce qui représente la rondelette somme de 48 millions par année. La métropole pourrait également obtenir des compensations pour ses investissements annuels dans le tourisme (2 millions), le secteur international (1,5 million) et dans le musée d'histoire et d'archéologie Pointe-à-Callières (4 millions).

Mais voilà, les négociations sont au point mort entre la métropole et Québec. En octobre, la rencontre statutaire a été escamotée au profit de la campagne référendaire. Il reste donc moins de trois semaines pour conclure les pourparlers entamés l'hiver dernier. Trois semaines, au terme desquelles l'administration du maire Pierre Bourque devra présenter son budget pour l'année 1996. «Je ne perds pas espoir. On dit qu'en politique, le temps est une éternité. Donc pour moi, il reste encore une éternité pour régler le problème d'ici la fin novembre», affirme M. Forcillo.

Ce dernier confirme que si Québec ne remplit pas sa promesse électorale de donner un pacte fiscal à Montréal, la dernière version du budget 1996 présentera un manque à gagner de 50 millions.

Le chef de l'opposition officielle à l'Hôtel de Ville, André Lavallée du Rassemblement des citoyens de Montréal, estime qu'une demande de 50 millions, «c'est en deçà de toutes les demandes de Montréal» qui a bénéficié pour l'année en cours d'une aide temporaire de 50 millions. M. Lavallée a d'ailleurs remis en question hier le sérieux de la démarche de l'administration alors qu'il dressait un bilan de la première année de Pierre Bourque à la tête de la Ville. «M. Forcillo semble négocier seul: le premier ministre a maintenant un autre agenda et le maire est en Asie», souligne-t-il.

Parce que la santé économique du Québec dépend de celle de Montréal, selon M. Lavallée, ce dernier presse le gouvernement d'intervenir. «Malgré l'absence de demandes claires pour Montréal, l'éparpillement totale du maire et les déclarations contradictoires, il faut une nouvelle entente fiscale pour Montréal. Elle est urgente. Montréal est confronté à une crise financière majeure. Le dossier du pacte fiscal, le gouvernement du Québec doit le régler avec Bourque ou malgré lui», soutient-il.

Contrairement à M. Forcillo, qui a identifié très clairement les postes budgétaires auxquels Québec devrait contribuer, André Lavallée croit que la Ville devrait d'abord tenter d'obtenir des outils pour contrôler sa fiscalité qui dépend à 85 % des revenus des taxes foncières. Ainsi, il voit dans l'accession à un pourcentage de la taxe de vente québécoise (pour des biens et services consommés sur le territoire montréalais) et la possibilité de taxer les nuitées dans les hôtels de la métropole, des avenues avantageuses pour Montréal.

Plus largement, M. Lavallée s'inquiète du manque de leadership du maire Bourque, mais également des choix politiques de gouvernement de Jacques Parizeau. «Faire des choix, c'est prioriser la métropole. (...) Le premier ministre a fait de Québec sa priorité, son choix de capitale. C'est un débat qu'il faut faire», dit-il avant d'ajouter que la communauté montréalaise pourrait se mobiliser pour combler le vide laissé par le maire Bourque.

Sang: Monique Bégin pourrait témoigner

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Des victimes, des groupes de pression et la Croix-Rouge ont demandé hier que deux anciens ministres fédéraux de la Santé viennent témoigner devant la commission d'enquête sur le sang contaminé. La décision s'est de façon ultime arrêtée à la porte du bureau du ministre de la Santé, de sorte que Jake Epp et Monique Bégin devraient être forcés de témoigner, a déclaré Alan Powell, ancien professeur d'université qui a contracté l'hépatite C à la suite d'une transfusion. «S'ils ne sont pas tenus responsables, ce sera une grande injustice.» Cet appel a été lancé alors que la commission Krevier mettait fin aux témoignages dans le cadre de son enquête sur la contamination des réserves canadiennes de sang par les virus du sida et de l'hépatite C au début des années 80.

RABIN Les Israéliens demeurent profondément divisés

SUITE DE LA PAGE 1

la décision du chef de l'opposition des droites, Binyamin Netanyahu, de ne pas s'opposer à la nomination du principal architecte des accords de paix signés avec l'OLP. Se pourrait-il que du mal absolu — l'assassinat d'un responsable politique qui tentait d'emmener son pays sur la voie de la paix — naisse quelque chose de positif? «Ce ne sont pas les balles d'un assassin qui doivent décider du sort d'un gouvernement démocratiquement élu, a affirmé, dimanche, M. Netanyahu. Si Shimon Peres est choisi pour constituer le prochain cabinet, le Likoud ne s'y opposera pas. L'heure est à l'unité du pays et nous ferons tout pour favoriser la réconciliation.»

Cette déclaration, a priori surprenante dans la bouche du chef des opposants aux accords signés par Yitzhak Rabin avec Yasser Arafat, illustre la profondeur du bouleversement subi par l'Etat juif. Difficile de dire, juste après le drame, si la trêve décrétée par les deux principales forces politiques débouchera ou non sur une véritable unité nationale, voire sur la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Sauf coup de théâtre, cela semble très probable. En principe, dès lors que M. Peres aura obtenu le soutien d'une majorité à la Knesset pour le gouvernement nouvellement constitué, celui-ci peut exercer le pouvoir exécutif jusqu'à la date normale des élections générales, prévues pour la fin d'octobre 1996. En l'état actuel des choses cependant, la coalition gouvernementale ne dispose que d'une seule voix de majorité au Parlement et rien n'indique encore que cette majorité fragile est susceptible de se renforcer par tractations avec certaines petites formations, notamment religieuses.

Dès dimanche soir, c'est-à-dire moins de 24 heures après l'assassinat du premier ministre, la politique israélienne retrouvait toute sa vivacité. Plusieurs «pointures» de l'aile gauche travailliste, comme Haggai Merom, évoquaient la possibilité de convoquer des élections anticipées dans les quatre mois (un délai de deux jours minimum est nécessaire entre l'annonce d'une consultation et sa mise en œuvre) pour mettre à profit, «au service de la paix», la vague d'émotion et de sympathie qui s'est saisie du pays.

Aussitôt, Nissim Zvili, le secrétaire général du parti,

confirmait son souci de mettre la formation en ordre de bataille, pour le cas où. Mais M. Peres, qui n'a jamais proposé, dans l'opinion israélienne, du capital de confiance accumulé par Yitzhak Rabin auprès de ses concitoyens, et qui a plusieurs fois échoué, dans le passé, à obtenir pour lui-même l'approbation des Israéliens, ne s'est pas prononcé sur la question.

L'homme de la transition a, il est vrai, d'autres urgences. Il devait recevoir, hier, tous les dignitaires étrangers venus assister, à Jérusalem, aux obsèques d'Yitzhak Rabin et tenir, dès la soirée, une réunion quadripartite avec le président Bill Clinton, le raïs égyptien, Hosni Moubarak, et le roi Hussein de Jordanie.

Pour ce qui concerne les Palestiniens, rien n'est changé. La première mesure adoptée, dès samedi soir, dans l'urgence, par le gouvernement de transition, a été de boucler jusqu'à nouvel ordre tous les territoires occupés et autonomes.

Quant à M. Arafat, il n'a pas été invité aux funérailles de son «partenaire de paix» assassiné. «Trop sensible, trop délicate, une visite à Jérusalem du chef de l'OLP en ce moment», a expliqué le directeur des services de presse du gouvernement, Ouri Dromi.

La tâche du nouveau chef de l'exécutif israélien n'est pas simple. M. Peres se doit d'agir à la fois fermement pour rassurer les partenaires arabes engagés avec Israël dans un processus de normalisation, et sans précipitation ni imprudence, pour ne pas affoler ceux de ses compatriotes qui doutent encore de la voie choisie. La manifestation de soutien à la paix, qui fut fatale à l'ancien premier ministre, a certes réuni environ 100 000 personnes à Tel-Aviv, mais les derniers sondages publiés montrent que si les Israéliens soutiennent largement le traité de paix conclu, en 1994, avec la Jordanie, ils demeurent profondément divisés — moitié, moitié — sur les accords conclus avec les Palestiniens.

La mort du premier ministre, ressentie mais aussi présentée par les travaillistes comme «le sacrifice suprême d'un grand homme pour une grande idée, la paix», peut-elle aider à changer le rapport des forces entre les différents partis? Après le choc initial, les pleurs et le découragement qui se sont saisis d'un grand nombre, le meurtre de Yitzhak Rabin semble avoir quelque peu dopé la gauche.

Le Femina à Carrère, le Médicis à Alexakis

Le prix Femina 1995 a été attribué hier à l'écrivain Emmanuel Carrère pour son roman *La Classe de neige* (voir *Le Devoir* du 21 octobre), publié chez P.O.L. Quant au prix Médicis, il a été décerné conjointement à l'écrivain d'origine russe Andreï Makine pour *Le Testament français* (Mercure de France), et à l'écrivain grec Vassilis Alexakis pour *La Langue maternelle* (voir *Le Devoir* du 21 octobre) (Fayard).

Le prix Femina récompense cette année *La Classe de Neige*, qui raconte l'histoire d'un petit garçon de huit ans, Nicolas, envoyé en classe de neige par ses parents. Le petit Nicolas va découvrir, au fil du récit, la véritable nature de son père... A 37 ans, Emmanuel Carrère est l'auteur de plusieurs romans ou récits comme *L'Amie du jaguar*, *Bravoure*, *La Moustache* ou *Le Délit de Behring*. M. Carrère sera de passage à Montréal du 16 au 19 novembre prochains, à l'occasion de la tenue du Salon du livre.

Notons que *L'Ingratitude* de la Montréalaise d'origine chinoise, Ying Chen, s'était rendu jusqu'à la dernière sélection du prestigieux prix littéraire français.

Le prix Femina étranger est revenu à *Rouge décanté* (Gallimard) du néerlandais Jeroen Brouwers.

Le jury du Médicis de son côté, pour la première fois depuis 1980, n'a pu trancher et a couronné deux écrivains russe et grec, qui écrivent en français: Andreï Makine pour *Le Testament français* et Vassilis Alexakis pour *La Langue maternelle*.

Le Testament français relate l'histoire d'une femme «égarée dans l'immensité neigeuse de la Russie», qui raconte à son petit-fils sa vision de la France, où va venir à son tour le narrateur. Dans *La Langue maternelle*, un dessinateur rentre dans sa ville natale, Athènes, après un séjour de plus de vingt ans à Paris.

Le prix Médicis étranger a été décerné à l'italien Alessandro pour *Châteaux de la colère* (Albin Michel) et le Médicis essais au philosophe Pascal Bruckner pour *La Tentation de l'innocence*.

Melissa Etheridge, un vibrant «show secret» au Club Soda

SYLVAIN CORMIER

Hier soir au Club Soda, nous mesurons notre chance et chérissions nos métiers, petits vernis que nous sommes, journalistes, disquaires et représentants divers de l'industrie: voir Melissa Etheridge à soixante centimètres, guitare en joue, regard en feu, sourire conquérant, n'est pas donné à tout le monde. Dehors, des fans désespérés offriraient des montants fous (90\$ en montant) à quiconque consentirait à céder sa précieuse invitation plastifiée, sur laquelle était dessinée une serrure et gravées ces mots-clés: «Melissa Etheridge - Your Little Secret Gig». Les gagnants de tirages radiophoniques, en provenance de Québec, d'Ottawa et de Montréal, qui constituaient le tiers de la petite salle de 400 places, protégeaient jalousement leurs laisser-passer.

Cela se voulait un «showcase», l'un de ces mini-spectacles à usage interne organisé par la compagnie de disque pour mousser la sortie d'un album (dans ce cas-ci, Island/A&M), habituel prétexte à libations gratuites et pillage de buffet froid. Le showcase d'hier était exactement le contraire d'un showcase: s'il s'agissait bel et bien de promouvoir le nouvel album *Your Little Secret* (sortie prévue le 15 novembre), c'était en réalité une

heure et dix de vrai show à fond la caisse où on a chaud partout partout, où la rockeuse la plus en vue de l'heure (le *Rolling Stone* l'a proclamée «The New Boss» en succession à Bruce Springsteen) se dépensait comme si elle avait eu devant elle un Forum bondé (elle y sera en mars-avril, a-t-elle promis).

Melissa Etheridge ne sait pas faire autrement, surtout à Montréal, ville-fétiche depuis les premiers jours. «What would a trip to Montreal be without some of the old songs...», a-t-elle lâché avant d'entamer son tout premier hymne au désir, la toujours assoiffée *Bring Me Some Water*. Elle avait beau être là pour faire connaître les nouvelles chansons, les déjà conviviales *Nowhere To Love*, *I Wanna*

Come Over, *An Unusual Kiss*, *Your Little Secret* et *I Could Have Been You* (surveillez ce refrain sans grunge...), un show est un show, point à la ligne. Avec un rappel, sinon ça ne compte pas: elle est donc revenue pour faire l'indispensable *Like The Way I Do*, chantée et sentie comme à l'époque des premiers shows au Saint-Denis, avec les cris vociférés à bout de poumons. «Don't go to sleep until two in the morning, pretend it's Saturday night!», nous a-t-elle exhorté avant de repartir. Quatre cent insomnieux lui ont hurlé que la nuit serait longue.

Non à la société distincte

PRESSE CANADIENNE

Calgary — La National Citizens Coalition, groupe de pression basé à Toronto qui affirme représenter 40 000 personnes, lance une série de messages publicitaires à la radio pour faire connaître son opposition à la notion de société distincte pour le Québec. Les messages seront diffusés à Vancouver, Calgary, Toronto et Ottawa, et une version française sera diffusée à Montréal, a déclaré hier le président de l'organisme, David Somerville.

Accorder au Québec le statut de société distincte si-

gnifierait, dit-il, que la citoyenneté d'un Québécois est plus importante que la citoyenneté d'un Canadien hors Québec. Nous deviendrions «des citoyens de deuxième classe dans notre propre pays», poursuit David Somerville. Il ajoute que la plupart des gens, au Canada anglais, en ont assez des traitements particuliers accordés au Québec.

«Les dirigeants sont majoritairement d'un côté, prêts à s'écraser, tandis que la population est de l'autre côté.»

Les Québécois, poursuit-il, ont dominé la politique fédérale pendant la majeure partie du siècle.

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3399
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camélot et pour les abonnements postaux.

SERVICE DES ABONNEMENTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559